

CADRES

C.F.T.C.

JANVIER 1953

NUMÉRO 66

et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

Réponse à une réponse

Le problème des vieux

NOTRE leader article consacré au problème des vieux (« Cadres et Profession », n° 65) nous a valu un courrier d'ampleur inusitée. Nous pensons qu'il n'est pas inutile de répondre à nos correspondants, pour la plupart d'ailleurs anonymes.

Nous avons scandalisé un adhérent de province qui a cru comprendre que nous partions en guerre contre les vieux, et que nous recommandions la politique du « cocotier ». Il est superflu de dire que nous ne souhaitons nullement la mort des vieillards ; bien au contraire nous nous réjouissons de constater que les progrès de la médecine prolongent leur existence. Toutefois, cette heureuse conjonction n'exclut pas de graves dangers d'un vieillissement excessif de la population de notre pays. Il importe à tout prix de conjurer ce mal par une politique hardie de la natalité. A la pléthore des vieux doit correspondre un accroissement parallèle de la population active. C'est dans la mesure où la France sera une pépinière d'ouvriers, d'ingénieurs, d'hommes d'affaires, d'officiers, de médecins, jeunes, que les anciens en surnombre pourront jouir d'un repos mérité.

par J. Escher-Desrivières

Président de la F.F.S.I.O.

Il n'est pas inutile de mettre l'accent sur cette vérité élémentaire, à une époque où le malthusianisme cher aux Anglo-Saxons s'affirme avec hargne, ainsi qu'en témoigne une déclaration surprenante d'un évêque anglican, réclamant le contrôle obligatoire et étatique des naissances, sous le fallacieux prétexte que la planète en voie d'épuisement serait sous peu incapable de nourrir une espèce humaine trop prolifique. Rappelons sans plus de commentaires à cette éminence que l'Empire romain est tombé le jour où les Romains d'authentique souche se comptèrent sur les doigts de la main.

Plus intéressant, à notre avis, est un placard imprimé qui nous fut anonymement adressé, signalant l'existence d'un « Centre d'Etudes et de Recherches gérontologiques », créé en mars 1951 sur l'initiative du docteur HUET, conseiller général de la Seine. L'activité principale de ce Centre est « une recherche de l'utilisation rationnelle des aptitudes des gens âgés pouvant encore travailler. »

Nous applaudissons à cette initiative réaliste, et nous notons que le docteur HUET, en accord avec nous, admet que les aptitudes d'un individu quelconque évoluent avec l'âge, puisque le groupe des personnes ayant dépassé le stade de la maturité, constitue une entité autonome. C'est reconnaître implicitement que les titulaires de certaines fonctions publiques ou privées, salariées ou indépendantes, sont, habituellement, au soir de la vie, inaptes à exercer l'emploi où plus jeunes ils excellaient.

Quiconque par exemple a vu à la peine un facteur rural, mal payé et mal nippé, arpentant en hiver, du petit jour à la nuit tombante, routes et chemins bourbeux détrempés par la pluie, alourdi par la neige, comprend parfaitement l'inanité d'un recul inconditionnel de l'âge de la retraite des fonctionnaires. Cette remarque s'applique d'ailleurs aux intellectuels. Nous avons conservé le souvenir d'un professeur de la Sorbonne, membre de l'Institut, qui, paralytique et cathareux, infligeait à de jeunes étudiants le pensum de ses conférences, au grand dommage de la culture française. Pour ce professeur le repos n'était pas seulement un droit, mais un devoir. Mais il y a mieux. De grands esprits qui honorent la science de leur temps s'avèrent peu à peu, en dépit d'une robustesse apparemment conservée, incapables d'assimiler les nouveautés ; cette impuissance compromet la valeur de leur enseignement.

(Lire la suite en page 6.)

BILAN 1952

L'ANNEE qui vient de s'achever a été marquée, sur le plan syndical, par des réalisations intéressantes qui confirment l'extraordinaire vitalité de notre syndicalisme, tant aux échelons régionaux qu'au plan fédéral.

Le premier numéro de l'année 1952 de « Cadres et Profession » publiait la liste assez impressionnante des conventions et accords signés depuis le vote de la loi du 11 février 1950. Cette année, les négociations se sont poursuivies et un certain nombre de conventions nationales ont encore été conclues :

16 janvier 1952 : Confection militaire et administrative ;

17 janvier 1952 : Conserves ;

22 février 1952 : Caoutchouc ;

29 avril 1952 : Agents immobiliers ;

10 juillet 1952 : Papier-carton (production) ;

17 décembre 1952 : Papier-carton (transformation : papier à lettres, enveloppes) ;

18 décembre 1952 : Import-Export ;

30 décembre 1952 : Industries chimiques ;

auxquelles il convient d'ajouter une convention régionale « Cadres » Blanchisserie (région parisienne).

Certaines de ces conventions intéressent des professions qui, jusqu'alors, n'avaient pas encore réalisé tout l'intérêt de tels contrats.

On enregistre, par contre, que deux grandes industries nationales qui, jusqu'à présent, donnaient l'exemple aux autres, n'ont pas encore leur convention nationale : il s'agit de la Métallurgie et des Travaux publics. Peut-être conviendrait-il que les ingénieurs et cadres de ces professions fassent connaître à leurs employeurs, par quelques interventions énergiques, leur volonté de voir combler une telle lacune...

La dernière convention signée vaut d'être citée. Il s'agit de celle des Industries chimiques. On sait que les clauses concernant les ingénieurs et cadres ont fait l'objet d'une convention annexe réalisée en juin 1951. Il restait à établir la convention générale comprenant les clauses communes à l'ensemble des catégories de salariés de ces industries, l'avenant « Ouvriers » et l'avenant « collaborateurs ». Ces documents viennent d'être signés. Il aura fallu près de deux années de négociations pour parvenir à ce résultat. Je n'ai pu m'empêcher de faire remarquer à mes

interlocuteurs patronaux qu'ils y mettaient plus de diligence en 1936...

Le régime de retraites et de prévoyance a vu s'achever sa première période quinquennale et a été reconduit pour une nouvelle période. Deux avenants importants ont été conclus, l'un destiné à limiter l'accroissement des réserves, l'autre instituant un régime spécial pour les voyageurs et représentants de commerce dont le sort n'avait été que partiellement réglé par la convention initiale.

Le dernier Gouvernement, ou, plus exactement, quelques hauts fonctionnaires soucieux de réali-

étroitement associée aux travaux et au projet de réforme fiscale proposé par la C. F. T. C.

L'activité économique, et notamment la stabilisation des prix, a retenu notre attention. Nous n'avions pas d'opinion, à priori, sur le Gouvernement de M. PINAY, pas plus que sur aucun autre, d'ailleurs. Nous savions qu'une tentative de baisse des prix devait nécessairement commencer par une stabilisation, elle-même très difficile à réaliser. Dans tout domaine, une remise en ordre comporte nécessairement, et avant toute chose, l'arrêt des causes de désordre. Malheureusement, M. PINAY, s'il a réalisé cette première étape, ne semble pas avoir eu ni l'intention ni les moyens de poursuivre plus loin et de construire du neuf. Le retour aux méthodes du libéralisme a eu pour conséquence de mettre à nouveau l'économie française en perte de vitesse, situation qui s'est traduite par des réductions d'activité et de salaires dans des secteurs comptant parmi les plus importants. Maintenir l'économie française en expansion et accroître le niveau de vie des Français, voilà le programme qu'il convient d'établir et de réaliser. Si paradoxal que cela puisse paraître, aucun Gouvernement français n'a encore conçu un tel programme. Cette aptitude à concevoir et à réaliser des plans assurant la progression productive d'un pays serait-elle l'apanage des seuls Soviets du peuple ?

Notre syndicalisme continue à jouer un rôle de première importance, et sur le plan professionnel, et sur le plan national, et il apparaît à quelques hommes avertis comme la seule force dynamique capable de faire progresser le monde du travail. Ainsi que le remarquait l'un d'eux récemment, puisque toute la législation sociale de notre pays repose sur des idées et des textes de la C. F. T. C., il faut que cette tradition se continue et que cet effort s'amplifie.

Mais cela requiert une force syndicale toujours plus grande. Trop de salariés et de cadres méconnaissent le rôle et l'importance du syndicalisme, malgré les exemples anglais, suédois, allemand, américain.

Il appartient à chacun d'entre nous de gagner à la cause de la C. F. T. C. tel ou tel de ses amis et de lui faire signer un bulletin d'adhésion. Seule cette persévérance dans l'effort permettra de construire ce syndicalisme libre et fort, indispensable au développement harmonieux du pays.

PAR
A. BAPAUME

Secrétaire général
de la F. F. S. I. O.

ser à tout prix l'équilibre financier de la Sécurité sociale — à défaut de porter le fer rouge aux causes bien connues du déficit — ont mis les Organisations syndicales de cadres dans l'embarras en leur proposant la création d'un régime particulier. En fait, ce régime consisterait en la création d'une Caisse de Sécurité sociale spéciale aux cadres. Aucune étude sérieuse n'a été entreprise sur les conditions de fonctionnement et de viabilité d'une telle Caisse. Nous continuons nos enquêtes afin de vérifier comment pourrait être envisagée la réalisation d'un tel projet. Afin d'éclairer nos adhérents, nous publions par ailleurs un extrait du rapport de la Cour des Comptes, qui semble être à l'origine de cette proposition.

S'il résulte de cette enquête que les prestations servies par la Sécurité sociale croissent en fonction du revenu, on ne saurait en conclure que les Cadres coûtent plus cher qu'ils ne rapportent, car ils cotisent au maximum alors que le salaire moyen toutes catégories se situe à environ 50 % du plafond.

De toute façon, les Cadres ne sauraient admettre de peser en quoi que ce soit sur les prestations des autres catégories de salariés et, s'il en était ainsi, proposeraient des solutions pour remédier à une telle situation. Toutefois, le problème n° 1 consiste à débarrasser la Sécurité sociale des faux salariés qui obèrent son budget.

Sur le plan fiscal, la Fédération est restée vigilante, afin que les charges déjà très lourdes qui pèsent sur les Cadres ne soient pas encore aggravées. Elle s'est

SOMMAIRE

★

	PAGE
A propos de la création d'une Caisse de Sécurité sociale spéciale aux Cadres.....	2
Le salarié victime des erreurs économiques.....	3
Action professionnelle.....	4-5
Chronique juridique	
Retraite	7
Le 95 ^e Comité national de la C. F. T. C.....	8

LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LA RÉDACTION

de « CADRES ET PROFESSION »

adressent à tous les adhérents et lecteurs
leurs vœux les meilleurs pour 1953

A propos du projet de création d'une Caisse de Sécurité sociale spéciale aux Cadres

Le projet de création d'une Caisse de la Sécurité sociale spéciale aux cadres a pour origine une enquête établie par la Cour des Comptes, qui tend à démontrer que les Cadres coûtent cher au régime général. Nous publions la partie de ce rapport relative à notre cas.

On ne saurait mettre en doute la méthode d'investigation ni le caractère sérieux de cette enquête portant sur 10.000 cas.

On remarquera tout d'abord que la progression dans la valeur des prestations croît avec le revenu, quel que soit la catégorie du salarié. A charges de famille égale, un ouvrier ayant un revenu de 50.000 fr. perçoit autant qu'un cadre recevant le même revenu.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur le fait qu'il s'agit de revenus perçus en 1949.

L'enquête ne permet pas de conclure que les Cadres coûtent plus qu'ils ne rapportent. Il eut fallu pour cela tenir compte de l'ensemble des prestations et mettre en regard la cotisation moyenne de chaque catégorie.

Les renseignements en notre possession permettent de conclure provisoirement que, si les Cadres perçoivent deux fois plus de prestations que les catégories à bas salaire, ils cotisent par contre tous sur le plafond, c'est-à-dire plus du double que ces mêmes salariés et couvrent par conséquent leurs frais.

Nous attendons que l'on nous fasse la preuve du contraire.

Ce rapport néanmoins permettra à nos lecteurs de se rendre plus exactement compte de réalités trop ignorées en général.

UN régime de Sécurité sociale atteint son but lorsqu'il permet aux assurés et à leurs ayants droit, quelle que soit leur situation de fortune, de recevoir tous les soins nécessaires au maintien de leur santé. Toutefois, pour éviter que les remboursements par les caisses ne conduisent à des abus, des précautions ont été prises : l'assuré, sauf dans des cas exceptionnels, doit faire l'avance des fonds et une partie de la dépense est laissée à sa charge. De telles limitations sont indispensables ; leur absence ou leur insuffisance, ainsi que la Cour aura l'occasion de le signaler à propos du régime minier, peut avoir les plus graves conséquences.

a) ASSURES BENEFICIAIRE D'UN STATUT PARTICULIER : fonctionnaires, agents des industries électriques et gazières

Le coût des prestations servies aux fonctionnaires et ouvriers de l'Etat a retenu récemment l'attention des pouvoirs publics et il ne paraît pas nécessaire d'y insister longuement. La comptabilité des caisses primaires a permis, en rapprochant les cotisations encaissées et les dépenses de prestations majorées de celles de gestion et de contrôle médical, de conclure à des écarts considérables qui, de 20 % en 1948 et 36 % en 1949, se seraient élevés à 79 % en 1950. Sans doute, l'exactitude absolue de ces chiffres ne peut-elle être affirmée. En effet, des confusions semblent s'être parfois produites entre des opérations concernant les fonctionnaires titulaires et les opérations concernant les fonctionnaires auxiliaires ou contractuels. Toutefois, comme ces erreurs semblent avoir joué dans les deux sens, les résultats enregistrés, encore qu'approximatifs, donnent des indications valables.

Le niveau élevé des dépenses de prestations en faveur de cette catégorie ne saurait surprendre : les dispositions statutaires qui accordent, aux fonctionnaires titulaires, le maintien de leur traitement plein pendant trois mois en cas de maladie ne demeurent évidemment, pas sans influence sur le coût des prestations en nature, dès lors qu'elles permettent des périodes de soins plus longues et qu'en certains cas elles peuvent engendrer des abus. Les dispositions du décret du 27 février 1951 qui a porté de 1,25 % à 1,75 % le taux de la cotisation des fonctionnaires en activité, l'Etat contribuant dans la même proportion, ne paraissent pas suffisantes pour permettre de combler le déficit du régime : une nouvelle majoration a été décidée par le décret du 19 novembre 1951, le taux a été porté à 2,50 % ; cette mesure devrait mettre un terme à une situation anormale grâce à laquelle les prestations allouées aux agents de l'Etat, après avoir été partiellement financées au moyen des ressources tirées par les caisses des autres cotisants, nécessitent des versements du Trésor.

Les agents des industries électriques et gazières, dont le statut comporte des dispositions particulièrement favorables pour les cas de maladie (1), sont moins incités encore à limiter leur consommation médicale du fait de l'existence d'un régime de prestations complémentaires également prévu par le statut et géré par des caisses particulières. Celles-ci, alimentées pour moitié par les sociétés et pour moitié par les assurés, remboursent aux intéressés le montant du ticket modérateur laissé à leur charge par les caisses du régime général. A titre de sondage et sur demande de la Cour, des recherches ont été effectuées par

ces. Mais il en résulte que l'égalité devant les soins n'est réalisée que de manière relative.

Les assurés dont les ressources atteignent un niveau assez élevé ou ceux qui bénéficient de prestations complémentaires ne sont que médiocrement incités à limiter leurs dépenses de soins et constituent pour les caisses une charge relativement plus lourde que les autres assujettis moins favorisés.

La Cour a été ainsi amenée à étudier les charges supportées par le régime général de Sécurité sociale en faveur de diverses catégories d'assurés ; elle a examiné le coût des prestations servies aux fonctionnaires et aux agents des industries électriques

et gazières qui ont le bénéfice d'un statut leur assurant, en cas de maladie, le maintien, pendant un certain délai, de leur traitement d'activité et qui ne relèvent du régime général que pour le service des prestations en nature ; en ce qui concerne les salariés du secteur privé, grâce au concours particulièrement actif et diligent des corps de contrôle placés sous l'autorité du directeur général de la Sécurité sociale, elle a pu étudier le coût des prestations servies aux femmes salariées de leur mari. Elle a cherché également à déterminer dans quelles mesures les prestations servies varient selon la rémunération des assurés.

Une nouvelle élévation du taux des cotisations ne constituerait, sans doute, qu'un palliatif et ne manquerait pas de retentir sur les prix facturés aux consommateurs puisque l'établissement en supporterait la part la plus importante. La véritable solution devrait être recherchée dans la révision des dispositions trop larges du statut relatives au maintien du traitement en cas de maladie et au régime complémentaire.

La surcharge pour le régime général est en effet sensible, cette

b) ASSURÉS DU SECTEUR PRIVÉ

En ce qui concerne les salaires du secteur privé, l'équilibre financier que l'on doit s'efforcer d'établir entre les versements des salariés et les prestations qui leur sont servies, ne doit pas être rompu par de trop grandes facilités accordées à des salariés occasionnels ou travaillant dans des conditions particulières. D'autre part, il importe d'éviter que certaines catégories d'assurés ne représentent, pour les caisses, une charge trop lourde dont le poids serait finalement reporté sur les autres cotisants, ou, en cas de déficit des caisses, mis à la charge du Trésor.

Ces problèmes se posent pour les prestations en nature de l'assurance maladie ; celles-ci, en effet, à la différence de l'assurance vieillesse, de l'assurance décès et des prestations en espèces de l'assurance maladie et longue maladie qui varient en fonction du salaire payé, donc des cotisations versées, sont servies à tous les assurés dès qu'ils remplissent les conditions administratives prévues et sans autre limitation que celles résultant du ticket modérateur.

Les conditions sont si généreuses que le bénéfice des prestations peut être obtenu en contrepartie de versements dérisoires par des assurés qui n'ont qu'accessoirement la qualité de salarié : il suffit, en effet, qu'une personne ait été salariée durant 60 heures au cours du trimestre précédant la première constatation médicale d'une maladie, pour qu'elle-même, ses enfants, et son conjoint dans le cas où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle, aient droit au bénéfice des prestations de l'assurance maladie.

Ainsi, pour quelques centaines de francs, toute personne excipant d'au moins 60 heures de travail salarié au cours du trimestre peut se faire rembourser

et gazières qui ont le bénéfice d'un statut leur assurant, en cas de maladie, le maintien, pendant un certain délai, de leur traitement d'activité et qui ne relèvent du régime général que pour le service des prestations en nature ; en ce qui concerne les salariés du secteur privé, grâce au concours particulièrement actif et diligent des corps de contrôle placés sous l'autorité du directeur général de la Sécurité sociale, elle a pu étudier le coût des prestations servies aux femmes salariées de leur mari. Elle a cherché également à déterminer dans quelles mesures les prestations servies varient selon la rémunération des assurés.

catégorie englobant avec les salariés, des régies et entreprises électriques et gazières demeurées indépendantes, les 105.000 agents de Gaz et Electricité de France. Il serait paradoxal que des assurés qui ont l'avantage de bénéficier statutairement d'un régime social préférentiel fissent supporter, à l'ensemble des assurés qui n'ont droit qu'aux prestations minimales servies par le régime général, la dépense résultant d'un plus large recours aux soins.

Une nouvelle élévation du taux des cotisations ne constituerait, sans doute, qu'un palliatif et ne manquerait pas de retentir sur les prix facturés aux consommateurs puisque l'établissement en supporterait la part la plus importante. La véritable solution devrait être recherchée dans la révision des dispositions trop larges du statut relatives au maintien du traitement en cas de maladie et au régime complémentaire.

des dépenses de soins concernant toute sa famille. Le fait est particulièrement choquant lorsqu'il s'agit de travailleurs indépendants, d'industriels ou de commerçants qui, à titre tout à fait secondaire, exercent une activité salariée.

Ces catégories que la loi n'a pas contraintes à organiser leur propre solidarité devant les risques de maladie, peuvent ainsi, pour des cotisations bien moindres, bénéficier des mêmes avantages que les salariés permanents, imposant une charge très lourde aux caisses du régime général qui ne leur sont pas normalement destinées.

Il semble indispensable de réviser les dispositions concernant l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance maladie ; le minimum dérisoire de 60 heures de travail par trimestre devrait être porté au moins à 240 heures, ce qui ne correspond encore qu'à un travail à mi-temps ; les périodes de chômage ou de maladie continueraient d'être assimilées à des heures de travail. C'est seulement dans le cas de situations sociales dignes d'intérêt et selon des conditions à définir, que les prestations pourraient être accordées aux personnes ayant accompli un travail salarié pendant une durée comprise entre 120 et 240 heures au cours du trimestre précédant la première constatation médicale de la maladie.

Ainsi seraient écartées les personnes dont la situation n'a rien de précaire et qui ne sont salariées que pour les besoins de la cause. S'il est difficile d'apprécier l'économie que procurerait une telle mesure son importance ne doit pas être minimisée. Les abus que permet en l'espèce la législation actuelle sont, en effet, l'un des points qui a le plus souvent frappé l'opinion publique ; il convient d'y porter remède dans les plus brefs délais.

Anormalement lourde est également pour les caisses la charge d'une famille où la mère exerce une activité salariée, alors que le chef de famille tire ses revenus d'une activité professionnelle non salariée, les enfants sont couverts par la législation d'assurance maladie lors même que le salaire de la mère ne constitue qu'une faible fraction des ressources du ménage ; or, cette situation se ren contre d'autant plus fréquemment qu'elle permet aux intéressés de percevoir les prestations familiales au taux plus avantageux prévu en faveur des allocataires salariés. Elle donne lieu à des abus particulièrement flagrants dans le cas où le conjoint lui-même est censé être l'employeur. En effet, toute femme qui travaille avec son mari, lorsque celui-ci exerce une profession indépendante, doit être obligatoirement assurée. En fait, ne s'inscrivent que les femmes dont la santé est précaire et celles qui ont de lourdes charges de famille ; encore ne cotisent-elles que sur un salaire inscrit souvent pour ordre dans la comptabilité de l'entreprise familiale et dont le montant est généralement très faible.

C'est ainsi que sur 500 dossiers de prestations concernant des femmes mariées assurées sociales relevées au hasard dans cinq caisses en 1950 : 92 se rapportaient à des bénéficiaires de prestations, dont 37 étaient salariées de leur mari ; aucune de celles-ci n'avait moins de deux enfants à charge et la moyenne pour les 37 cas s'établissait à quatre enfants ; au contraire, dans les 55 autres cas, huit seulement intéressaient des familles d'au moins trois enfants et la moyenne ne dépassait pas deux enfants.

Dans l'un des départements considérés, sur 100 dossiers de femmes assurées sociales, 15 concernaient des femmes salariées de leur mari, leur salaire moyen ne dépassait pas 11.870 francs contre 13.810 francs dans les 85 autres cas.

Des sondages entrepris dans diverses régions ont permis à la Cour d'examiner la situation de 224 femmes salariées de leur mari au regard des caisses de Sécurité sociale, au cours de l'année 1949. Le salaire moyen sur lequel les intéressées avaient cotisé en janvier 1949 était de l'ordre de 11.400 francs ; or, 10 % seulement n'avaient pas d'enfants, 9 % n'en avaient qu'un, 20 % en avaient deux, 46 %, trois ou quatre, et 16 %, cinq ou plus.

Une assurée représentait ainsi en moyenne quatre personnes, alors que, dans l'ensemble du régime général, le nombre des personnes bénéficiant de l'assurance ne semble dépasser que légèrement le double de celui des assurés. Au total, au titre des risques gérés par les caisses primaires, les prestations servies aux intéressées atteignaient près de 2.750.000 fr. dépassant de 860.000 francs environ, soit près du tiers, la fraction des cotisations affectées à la couverture des risques correspondants. Un arrêté du 7 octobre 1950 a fixé le salaire minimum servant de base au calcul des cotisations dues pour les personnes salariées de leur conjoint à 12.500 francs par mois, chiffre porté à 16.000 francs par un arrêté du 26 septembre 1951. Cette mesure reste très insuffisante.

Dès lors qu'il est impossible aussi bien d'exiger de toutes les femmes salariées de leurs maris la

réalisation pratique de l'assurance obligatoire que de faire porter leurs cotisations sur un salaire normal, les prestations servies ne peuvent plus, ni sur le plan de l'équité, ni sur celui de l'équilibre financier, relever du domaine social ; il faut, en pareil cas, revenir aux principes habituels de l'assurance.

*

En ce qui concerne les salariés à temps plein, il serait instructif de déterminer exactement dans quelle mesure les prestations de l'assurance maladie varient en fonction du salaire des assurés. Sur ce point, la Cour a, en liaison avec le contrôle général de la Sécurité sociale et grâce au concours d'inspecteurs de la Sécurité sociale des directions régionales intéressées, procédé dans six régions (Paris, Lyon, Lille, Bordeaux, Nancy, Dijon) à des études fondées sur l'examen des dossiers et des fichiers de position.

Afin de limiter, dans la mesure du possible, les dangers d'erreurs que présente toute statistique fondée sur un nombre de sondages limité, l'enquête s'est entourée de précautions dans le choix des cas servant de base. Elle n'a envisagé que des salariés effectuant dans l'industrie et le commerce, un travail de durée normale. Elle s'en est tenue aux seuls assurés du sexe masculin pour éviter qu'à certains échelons ne figurent parmi les cas considérés un trop grand nombre de femmes de salariés, elles-mêmes salariées ; celles-ci constituent, en effet, de bons risques en ce que leur affiliation n'entraîne pour les caisses d'autres prestations supplémentaires que des prestations en espèces.

Afin que la proportion des célibataires ou mariés sans enfants ne soit pas excessive, notamment dans les catégories les moins rémunérées, seuls ont été considérés des assurés âgés de 25 ans au moins (1) ; à l'inverse une limite d'âge supérieure de 55 ans a été fixée pour éliminer, notamment, dans les catégories les mieux rémunérées de trop nombreux cas d'assurés n'ayant plus d'enfant à charge. Cette même limite d'âge a écarté les assurés plus âgés pour lesquels les dépenses de soins sont normalement plus élevées.

Les sondages ont été effectués dans des circonscriptions de structure sociale différente, les cas choisis l'ont été de manière à donner une image réduite, mais aussi fidèle que possible, dans chaque région, de la répartition des salariés des diverses catégories dans les divers types d'entreprises ; dans ces conditions ont été relevées les prestations servies en 1949 à 8.941 assurés (2), dont 601 ayant gagné moins de 12.000 francs en janvier 1949 ; 1.465, de 12.000 à 15.000 francs ; 1.564, de 15.000 à 22.000 francs ; 1.433, de 22.000 à 30.000 francs ; 1.268, de 30.000 à 40.000 francs ; 1.126, de 40.000 à 50.000 francs ; 390 et 142 ayant respectivement gagné de 50.000 à 70.000 fr., de 70.000 à 100.000 fr. et plus de 100.000 francs.

C'est dans ces conditions qu'a été établi le tableau suivant qui a pour but de faire ressortir l'évolution des dépenses des caisses par assuré à mesure que l'on considère des catégories mieux rémunérées, le coût moyen des prestations servies aux salariés de la catégorie la plus défavorisée (salaire inférieur à 12.000 francs) ayant été pris pour indice 100.

SALAIRE de janvier 1949	Frais médicaux	Frais pharmaceutiques	Soins dentaires	Frais chirurgicaux	Dépenses d'hospitalisation	Total des prestations en nature
Inférieur à 12.000 francs.	100	100	100	100	100	100
De 12.000 à 15.000 fr....	112	110	128	120	78	96
De 15.000 à 22.000 fr....	145	147	151	174	58	109
De 22.000 à 30.000 fr....	170	176	222	203	60	127
De 30.000 à 40.000 fr....	192	185	226	246	41	128
De 40.000 à 50.000 fr....	218	223	224	305	47	146
De 50.000 à 70.000 fr....	224	228	314	326	36	155
De 70.000 à 100.000 fr....	315	268	352	436	52	196
Supérieur à 100.000 fr..	394	258	400	383	26	196

Si l'on ajoute aux prestations en nature les indemnités journalières, on observe que les assurés gagnant de 15.000 à 22.000 francs en janvier 1949 ont cotisé 12 % de plus que ceux qui ont gagné moins de 15.000 francs ; la dépense supplémentaire est de 25 % environ pour ceux dont le salaire était compris, en janvier 1949, de 22.000 à 40.000 francs ; de 40 % pour ceux qui, au cours du même mois, gagnaient de 40.000 à 70.000 fr., enfin de l'ordre de 80 % pour ceux dont le salaire était supérieur à 70.000 francs.

Bien qu'un tableau, qui n'a retenu comme élément de comparaison entre les diverses catégories de salariés que les salaires relevés

dans la comptabilité des entreprises, ne puisse prétendre à une exactitude absolue, il traduit cependant une tendance qui paraît refléter assez exactement la réalité.

Les frais médicaux croissent de manière très nette avec les ressources de l'assuré. Les causes en sont multiples. Il convient tout d'abord de noter que les frais de cure ont été bloqués avec les frais médicaux. Or, les prestations pour des cures thermales ne sont servies

(Lire la suite en page 8.)

(1) Limite ramenée à 20 pour un très petit nombre de cas.
(2) Les sondages faits sont ainsi de l'ordre de 1 sur 900.

LE SALARIÉ, victime des erreurs économiques

La ménagère se soucie peu des théories économiques, mais elle sait par expérience que, lorsque son salaire nominal augmente, son pouvoir d'achat ne varie pas. De fait, ce qu'elle reçoit dans la main droite lui est repris mystérieusement dans la main gauche sans qu'il lui soit facile d'identifier ses mystificateurs.

La tâche essentielle d'un syndicalisme qui se veut honnête, constructeur, éducatif, est donc de creuser jusqu'aux racines du mal économique afin de révéler aux masses laborieuses, au risque de les étonner, les véritables causes de l'illusion dont elles sont victimes.

Mettre en évidence les facteurs du désordre économique et, partant, de la misère sociale, tel sera l'objet de cette brève étude.

Il est sans intérêt d'analyser ici les prolongements des augmentations de salaires généralisées, ni de montrer qu'elles sont sans effet sur l'élévation du niveau de vie des travailleurs.

Il suffit de garder présent à l'esprit, comme un axiome, ce que nous ont révélé dans ce domaine les nombreuses expériences de l'après-guerre : toutes les fois que les coûts de revient incompressibles dans leurs autres éléments (1) sont grevés de salaires, les prix augmentent dans une proportion plus forte que ceux-ci :

Sur la base 100 en 1946, les prix se sont élevés en France, sous l'influence des phénomènes consécutifs à la guerre de Corée, de 60 %, tandis qu'à l'étranger ils sont restés très inférieurs à ce pourcentage (Angleterre : 28 % ; Italie : 15 % ; U. S. A. : 11 % ; Belgique : 5 %). Il n'est donc pas sur-

prenant que le chiffre de nos exportations ait dangereusement diminué au cours de cette période et que les heures de travail aient été réduites. Qui fait les frais d'une telle politique ? En premier lieu, les chômeurs et les salariés et, par voie de conséquence, tous ceux qui sont intéressés au maintien du pouvoir d'achat des masses : l'Etat, les producteurs, les commerçants même.

On sait que toute hausse des prix intérieurs affaiblit notre pouvoir de compétition sur les marchés extérieurs, accentue ainsi le déficit de notre balance commerciale et ralentit la production nationale. D'où chômage.

De plus, lorsqu'en pareil cas il est impérieux d'arrêter l'hémorragie du stock de devises provoquée par l'amenagement des exportations, on a recours à des contre-mesures qui aggravent la situation du consommateur ; on réduit le programme des importations, ce qui diminue d'autant la quantité des produits offerts sur les marchés et renforce la poussée des prix.

On peut s'étonner, dès lors, que les confédérations non inféodées à une politique de démolition et de destruction réclament des augmentations généralisées de salaires.

Y a-t-il vraiment contradiction entre leurs principes et leurs revendications salariales ? Nullement.

En effet, si l'on observe que les hausses de salaires ont toujours suivi celles des prix, on doit en conclure que les poussées des prix se sont toujours produites sous l'influence d'autres facteurs que les augmentations salariales.

Les syndicats n'ont donc jamais obtenu autre chose que des rajustements accordés longtemps après l'élévation de l'indice des prix.

L'INFLATION

On nous dit que la faiblesse de l'économie française résulte des charges exceptionnelles qu'elle assume depuis 1939 : guerre, occupation, destruction, reconstruction, investissements, guerre d'Indochine, etc. C'est vrai en grande partie. Mais à ces causes dites « occasionnelles » s'ajoutent des facteurs structurels d'affaiblissement qu'il s'agit précisément de déceler et de combattre. Quels sont-ils ?

Lorsque des augmentations généralisées de salaires ne correspondent pas à un accroissement de la masse des biens consommables, elles sont réglées par l'inflation, c'est-à-dire en « monnaie de singe ». Mais ce n'est pas tout, car l'inflation multiplie et aggrave les déséquilibres.

Dans une perspective d'inflation, c'est-à-dire de hausse des prix, le producteur doit prévoir honnêtement

une marge de X francs pour s'assurer le remplacement du produit vendu. Dès lors, à l'augmentation nominale des salaires et de leurs éléments indirects (charges sociales et fiscales) s'ajoute généralement une marge dite de sécurité, de taux variable, mais largement calculée. Comprend-on pourquoi « les prix prennent l'ascenseur quand les salaires montent par l'escalier de service » ?

Dans une économie déboussolée par l'inflation, tout négocié est rentable, et sans risques. La monnaie en voie de constante dépréciation brûle les doigts du consommateur tenté d'acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. Les commerçants n'ont pas d'intérêt à vendre, mais à conserver leur stock. Les étiquettes changent avant les hausses réelles. Plus d'épargne ; la demande s'enfle ainsi artificiellement et pèse de tout son poids sur les prix. La concurrence ne joue plus.

Malheureusement, là ne s'arrête pas les méfaits du désordre monétaire.

La compression des coûts de

revient, but final de la productivité, n'est plus recherchée, puisque tout se vend sans effort. Donc, pas de politique de productivité dans l'instabilité monétaire. Au reste, tout sacrifice du producteur dans ce sens profite généralement au détaillant.

Le climat de l'inflation est malsain parce que ténébreux. Il permet aux spéculateurs, mercantis et agioteurs, de faire impunément leurs affaires et de s'enrichir au détriment des consommateurs. Il interdit de conclure solidement des marchés, de faire des évaluations fermes et des projets à long terme. Le problème monétaire est une équation à mille

Dans l'Eveil Syndical, organe des adhérents C. F. T. C. de la Banque de France, notre collègue et ami, A. MONDOU, directeur de succursale et attaché au Cabinet du gouverneur, membre de notre Comité fédéral, a montré au personnel de la « Banque », ainsi qu'aux militants ouvriers de la Confédération, comment « les salariés sont victimes des erreurs économiques ».

Nous avons pensé que les idées développées par MONDOU dans l'Eveil Syndical étaient susceptibles d'intéresser nos lecteurs. C'est pourquoi nous lui avons demandé de les exposer dans Cadres et Profession. Nous l'en remercions.

inconnues. Sa solution s'insère dans le cadre d'une politique générale subordonnée elle-même aux politiques particulières du crédit, des prix, des salaires, des investissements, des impôts.

De là, il ne faudrait pas conclure que la stabilité monétaire, par sa seule vertu, profiterait en toute hypothèse aux travailleurs. Mal orientée, une politique anti-inflationniste pourrait conduire la production à l'asphyxie. Tragique alternative pour le travailleur, bouc émissaire des fausses manœuvres : en période d'inflation, le gouvernement bloque son salaire, en période de récession, il est menacé par le chômage.

Ceci dit, il serait cependant absurde de prétendre que la santé monétaire conduit fatalement à la dépression, car elle est précisément la condition préalable de tout effort d'expansion et de productivité. Si, d'un mot, il était possible de personnaliser politiquement l'inflation, on pourrait dire qu'elle est « réactionnaire ».

LA DÉMAGOGIE

A l'heure actuelle, il n'y a plus, nous l'avons dit, de solutions économiques à trouver, car elles sont connues, mais il y a des problèmes parlementaires. Étonnons-nous quelquefois en disant que la démagogie se donne libre cours au Parlement ? Il y a là les députés des betteraviers, les députés des viticulteurs, des producteurs de blé, des transporteurs, du petit commerce, des grandes entreprises, de l'artisanat. Beaucoup trop nombreux sont ceux qui sont insoucieux de l'intérêt général.

Le sucre est cher. Pourquoi ? Le betteravier jouit, depuis l'occupation, d'un régime de « prix garantis » dont il conviendrait de réviser, à tout le moins, les bases. Si le sucrier ou le raffineur se contentent d'une marge assez raisonnable, le distillateur d'alcool, qui s'insère dangereusement dans le circuit, bénéficie du privilège de prélever sur le marché

une certaine quantité de betteraves. Il est là, en quelque sorte, pour alléger l'offre, c'est-à-dire pour empêcher, dans les années de forte production, la baisse des prix (souci constant du régime). Il fabrique de l'alcool dont la France ne sait que faire et le cède à l'Etat à un prix garanti très supérieur à celui que le Service des Alcools obtiendra finalement des acheteurs, s'il s'en trouve. Qui fait les frais de cette coûteuse opération ? L'Etat, c'est-à-dire le contribuable.

Analysez la législation sur le vin, le pain, le beurre, la viande, le colza. Vous découvrirez le même souci de protéger, sous des prétextes inactuels et fallacieux, certaines catégories de Français, d'empêcher le jeu normal des mécanismes économiques et, par là même, de favoriser la hausse à outrance en faisant obstacle à tout prix à la baisse.

LA FISCALITÉ

Le Parlement vote plus généreusement les dépenses que les recettes. Jusqu'ici, il s'est opposé à toute réforme fiscale frappant les privilégiés du fisc. En France, l'impôt indirect, qui est payé intégralement par le consommateur, représente 75 % des recettes fiscales (aux U. S. A., il atteint 25 %).

Qui ne fraude pas le fisc ? Le salarié.

En 1949, la moyenne des revenus déclarés par les commerçants parisiens s'est élevée à 257.000 francs. Pour la même année, si l'on considère les forfaits, on constate que 20.000 bouchers ont déclaré

un revenu annuel de 336.000 francs ; 46.000 cabaretiers : 196.000 francs ; 4.152 restaurateurs : 287.000 francs.

Notre système fiscal pénalise la productivité. Les entreprises commerciales intégrées, les magasins à succursales, les établissements dépassant un certain chiffre d'affaires paient une patente plus lourde et des taxes locales sur les transactions plus élevées. On a calculé que, dans certains magasins, une paire de chaussures supporte ainsi 100 francs de taxes supplémentaires ; une chemise, de 35 à 40 francs ; un complet très ordinaire, 300 francs.

LE PARASITISME DE LA DISTRIBUTION

L'appareil de distribution est lourd et complexe. Depuis 1939, de trop nombreux commerces de détail se sont ouverts. A la faveur de l'occupation et du marché noir, des boutiques ont pu vivre avec une clientèle infime et s'enrichir. Aujourd'hui, huit ans après la Libération, elles sont toujours en place et se maintiennent avec un mouvement d'affaires insuffisant. Leurs marges sont-elles trop élevées ? Sans doute. Et ce qui est non moins certain, c'est qu'elles échappent généralement aux rigueurs de l'impôt. De la sorte, elles parviennent, malgré leur clientèle peu nombreuse à subsister. De plus, leurs organismes corporatifs combattent tous les encouragements aux techniques modernes : vente de viande sous cellophane, gares-marchés, camions-bazars... On les comprend. L'interdiction du Conseil municipal de Paris d'ouvrir la gare-marché de Bercy et de laisser fonctionner les vingt camions de l'A. B. C. (Action de Baisse des Consommateurs) montrent la puissance de la féodalité des halles. Chacun sait, cependant, que toutes initiatives en faveur d'une réduction de l'appareil de distribution profiteraient, non seulement au consommateur, et au

consommateur intégral qu'est le salarié, mais encore aux producteurs. Le mercanti, négociant en chambre, intermédiaire ou courtier, est le seigneur du régime (nous ne plaçons pas sous ce vocable le commerçant sérieux et honnête, nécessaire à l'armature de l'appareil de distribution). Bien plus injustement que le producteur, il profite sans contrepartie des faveurs et des privilèges publics. Devant le Gouvernement (et le Conseil municipal de Paris) il est tabou. On se demande à quoi tient sa puissance, mais on ne découvre aucun motif valable. Faudrait-il, électoralement parlant, compter avec lui ? Même pas.

Ses effectifs, au regard de ceux de la population agricole et ouvrière, sont inexistants. Il n'est même pas un bon agent de propagande, puisque, de tradition, le boutiquier s'interdit de critiquer les partis devant ses clients.

Si les représentants qualifiés des agriculteurs, des industriels et des salariés se mettaient d'accord sur une série de mesures abolissant les privilèges accordés aux agents de la distribution, ils trouveraient sûrement une majorité au Parlement pour les voter (1).

CONCLUSION

Si les sortilèges de ce grouillement d'hérétiques que nous venons de dénoncer étaient annihilés, le niveau de vie des travailleurs serait-il relevé de manière appréciable ? Sans aucun doute. Le serait-il très sensiblement ? C'est moins sûr.

Quoi qu'il en soit, il est absolument indispensable, pour obtenir une amélioration considérable de la situation des salariés, de remettre préalablement en marche les rouages du moteur économique détraqué. Ce n'est qu'après cette remise en état qu'on pourra concevoir un plan d'envoie et s'engager dans les voies de l'expansion et de la productivité, au terme desquelles se trouve, qu'on le veuille ou non, la solution au problème social. Il faut bien se dire qu'il n'y aura pas d'accroissement important du pouvoir d'achat sans augmentation sensible de la production et de la productivité.

« Productivité ! » Ce mot a animé, ces temps derniers, beaucoup de controverses. Bien des gens (au congrès de Force Ouvrière, notamment) n'ont pas encore compris qu'elle était comme une plante délicate qui ne peut éclore et se développer dans un climat hostile. En France, la mentalité des milieux intéressés, patronaux et ouvriers, reste à créer et les désordres de l'économie ne sont pas faits pour faciliter l'ambiance souhaitable. La productivité, qui est essentiellement un incessant travail de compression des coûts de revient, implique, rappelons-le :

— L'adhésion totale et l'entente parfaite du chef d'entreprise et de son personnel ;

— L'intéressement des ouvriers à ses résultats ;

— La formation des jeunes travailleurs aux techniques de base des professions industrielles ;

— Une assurance chômage. Elle exige, sur le plan général : la stabilité monétaire, des investissements puissants (et utiles) et un retour normal à la concurrence.

Reconnaissons qu'en France ces conditions n'ont pas été faciles à réunir jusqu'ici. Force est pourtant de se dire qu'il n'y aura pas de véritable productivité dans un monde économique construit sur l'erreur, dans le désordre et contre la nature des choses.

« Pour vaincre la nature, il faut, suivant le précepte baconien, commencer par lui obéir », c'est-à-dire obéir à ses lois. Soit dit en passant, il est assez piquant de constater que ce sont les salariés, les syndicats chrétiens en particulier, qui se font les champions de l'orthodoxie.

N'est pas nécessairement social qui s'en flatte. L'authentique défenseur du salarié est celui qui travaille effectivement à l'amélioration de son sort, autrement dit, celui qui met en œuvre les moyens pleinement adaptés à cette fin.

Ses plus sûrs ennemis sont aussi bien les saboteurs que les hérésiaques, aussi bien ceux qui préparent systématiquement le désordre que ceux qui l'établissent sur de faux concepts.

André MONDOU.

(1) On peut qualifier d'heureuse la pétition qui vient d'être adressée conjointement par la Confédération générale de l'Agriculture et les Confédérations ouvrières aux pouvoirs publics au sujet de la gare-marché de Bercy. Il est regrettable que la C. G. T. se soit refusée à la signer.

LE COMITÉ NATIONAL DE L'ORGANISATION FRANÇAISE C. N. O. F.

La plupart de nos lecteurs connaissent de réputation le C. N. O. F., qui organise chaque année ces Conférences internationales de Royanmont, dont le succès s'affirme sans cesse. Le C. N. O. F. est une association sans but lucratif, fondée il y a quelques années, qui groupe des hommes préoccupés par les grands problèmes économiques et humains de l'heure présente, et ceci abstraction faite de toute activité revendicative. L'esprit qui anime ce Cercle d'études est parfaitement compatible avec le nôtre, puisque Gaston TESSIER lui-même, durant de longues années, a figuré, à titre personnel, au Conseil d'administration de cette Association. Aussi avons-nous été très heureux d'être élu nous-même membre de ce Conseil — où siège déjà notre ami NOUQUET — à l'occasion d'un renouvellement statutaire. Le très dynamique président actuel du C. N. O. F. est M. Pierre BARUZY, président-directeur de la Société « Les Meules Norton », dont l'organisation est, paraît-il, un modèle. M. BARUZY a tenu, le 13 janvier, une conférence de presse consacrée essentiellement au problème majeur de l'accroissement de la productivité. Foute de place, et à notre nif regret, il ne nous est pas possible de publier intégralement ce document, mais nous pensons qu'il est intéressant

d'en extraire quelques citations qui sont de nature à démontrer que les préoccupations de certains chefs d'entreprise notoirement en parfaite harmonie avec les nôtres.

J. ESCHER-DESRIVIERES,

Conférence de presse

« Il a été dit souvent que la productivité était un état d'esprit. Cela signifie en réalité que le résultat final dépend essentiellement de la conscience des hommes, mais surtout de leur bonheur au travail, qui reste un des buts permanents à poursuivre.

« La productivité permettant de produire davantage dans un temps déterminé, ou bien on augmente la production si le temps total de travail est maintenu, ou on doit diminuer les heures de travail si l'on veut en maintenir la valeur. Notre pays étant loin d'être saturé des produits les plus élémentaires, l'amélioration de la productivité a pour conséquence l'augmentation de production, qui entraîne elle-même l'étude du marché et l'étude des moyens de distribution. L'extension des marchés dépend pour la plus large part du pouvoir d'achat des consommateurs, le but final est donc de mettre davantage de produits désirés à la portée des consom-

mateurs en augmentant leur pouvoir d'achat à la fois par une diminution des prix et une augmentation des salaires. Voilà le problème d'ensemble dans lequel s'insèrent tous les efforts du C. N. O. F.

« L'attitude des chefs à l'égard des hommes, la façon dont ils sont traités matériellement et moralement dans l'entreprise doivent être le souci dominant de tous ceux qui dirigent. Le respect de la personnalité ; toute tâche aussi modeste soit-elle mérite à l'homme qui l'accomplit avec conscience le respect total, la reconnaissance de ses aspirations et de ses capacités individuelles.

« L'intégration de l'homme dans l'entreprise.

« Placer les hommes au travail dans une ambiance où tout a été étudié pour leur donner le maximum de confort et de sécurité (éclairage, température, bruit, etc.) est un souci auquel il faut s'attacher constamment.

« L'ensemble de ces considérations est la source du bonheur et de la joie au travail. Il est moralement choquant et pratiquement peu efficace de placer un équipement coûteux entre les mains d'un homme malheureux pour qui le travail a le caractère d'une épreuve. »

Le régime de retraite

AINS que nous le laissons espérer dans notre numéro de « Cadres et Profession » de décembre 1952, les pourparlers, entre la F. P. S. A. et les organisations syndicales ont abouti, et l'accord intervenu a été signé le 23 décembre. Cet accord nous donne satisfaction, sauf en ce qui concerne l'abattement forfaitaire appliqué aux rémunérations des inspecteurs du Cadre, ou aucune modification n'a pu être obtenue. En outre, la question de l'âge et du montant de la retraite fera l'objet de nouveaux entretiens.

SITUATION DES VEUVES ET DES ORPHELINS

Bien que nous ayons, dans notre précédent numéro, déjà exposé une partie des nouvelles modalités de la retraite de réversion au profit des veuves, il nous paraît nécessaire de résumer en quelques lignes l'ensemble de ces nouvelles dispositions.

A. DECES APRES LIQUIDATION DE LA RETRAITE

La retraite est réversible pour 60 % sur la tête de la veuve, à charge, si elle a plus de deux enfants à charge, la retraite est correspondante à 60 % des droits acquis par son mari lors de son décès.

Cette retraite est réversible ou non (c'est-à-dire déterminée en points ou en francs), dans les mêmes conditions que la retraite du mari décédé.

B. DECES EN ACTIVITE DE SERVICE

a) Cas de l'employé. — Si l'employé décède après au moins dix années de service, il est accordé à sa veuve une retraite correspondant à 60 % des droits acquis par son mari lors de son décès.

Cette retraite est servie à la veuve dès qu'elle a atteint elle-même 50 ans, ou immédiatement, si elle a, lors du décès de son mari, au moins deux enfants à charge. Si elle a plus de deux enfants à charge, la retraite est ainsi que nous l'avons indiqué dans notre numéro de décembre 1952, majorée de 10 % de la retraite du mari, par enfant au-delà du 2^e.

Cette retraite est déterminée en points, donc réversible.

b) Cas de la femme employée. — Aucune retraite de veuf n'est accordée, sauf si le veuf est invalide incapable de travailler. Dans ce cas, il bénéficie des mêmes droits que la veuve d'un employé.

Toutefois, si le veuf, non invalide, a plus de deux enfants à charge, il a droit, pour chaque enfant, au-delà du 2^e, à 10 % de la retraite acquise par sa femme.

DROITS DES EMPLOYES QUITTANT LA PROFESSION

A l'occasion de la révision des droits des veuves des employés ayant quitté la profession, il a paru à l'ensemble de la Commission Paritaire de Retraite qu'il était rationnel de modifier les droits des employés quittant la profession, afin de créer un ensemble plus cohérent. C'est pourquoi il a été admis que le droit à la retraite ne serait accordé dorénavant qu'après dix années de service, au lieu de cinq. Il faut bien reconnaître en effet que le personnel qui effectue moins de dix années de service ne peut logiquement prétendre à des droits en ce qui concerne la retraite de la profession.

Dans ces conditions, les droits des employés quittant la profession sont les suivants :

a) Avant dix années de service. Aucun droit à la retraite, mais remboursement à l'âge normal de la retraite de la part des cotisations personnelles affectée à la retraite.

b) Entre dix et quinze années de service. La retraite déterminée en francs, au jour de son départ, et non réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

BANQUE

Les discussions relatives à la coordination entre le régime bancaire de retraites et le régime du 14 mars 1947 et à la reconnaissance de l'ancienneté dans la profession pour les agents ayant eu des carrières brisées, se poursuivent. Nous souhaitons vivement aboutir et ne manquons pas de vous informer des qu'un résultat aura pu être obtenu.

MANTIENT DE TOUS LES AVANTAGES DU REGIME EN CAS DE CHANGEMENT DE COMPAGNIE

La rédaction de l'article 5 de la Convention du 14 mars 1947 qui prévoit que les avantages de tous les avantages du régime des entrées au service de son nouvel employeur.

C. DECES APRES DEPART DE LA PROFESSION

Nous rappelons que les textes anciens ne prévoient dans ce cas, aucun droit au bénéfice de la veuve. Les nouvelles dispositions sont les suivantes :

a) Si l'employé a quitté la profession avant dix années de service, aucune retraite de réversion n'est accordée à la veuve.

b) Si l'employé a quitté la profession entre dix et quinze années de service, sa veuve a droit à une retraite correspondant à 60 % des droits acquis par son mari. Cette retraite est déterminée en francs (donc non réversible) et lui est servie à partir de la date à laquelle son mari aurait atteint l'âge de 65 ans.

D. DROITS DES ORPHELINS DE PERE ET DE MERE

Le ou les enfants à charge devenant orphelins de père et de mère, soit par le décès en activité de service de leur parent employé comptant un minimum de dix années de service, soit par le décès de leur mère, veuve d'un employé en activité de service, après au moins dix années de service, recevront chacun, à partir du décès, et tant qu'ils conserveront la qualité d'enfants à charge, une pension calculée sur la base de 20 % des droits acquis par le parent employé décédé.

Cette pension est déterminée en points, donc réversible.

c) Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

connu le bien fondé de cette demande. Il a, en conséquence, été décidé que, pour le calcul des droits à la retraite, les années de service avant l'âge de 21 ans seraient prises en considération dans les deux cas suivants :

a) Si l'employé décède en activité de service.

b) Si l'employé, lors de sa mise à la retraite, trente années au moins de service.

MANTIENT DE TOUS LES AVANTAGES DU REGIME EN CAS DE CHANGEMENT DE COMPAGNIE

La rédaction de l'article 5 de la Convention du 14 mars 1947 qui prévoit que les avantages de tous les avantages du régime des entrées au service de son nouvel employeur.

C. DECES APRES DEPART DE LA PROFESSION

Nous rappelons que les textes anciens ne prévoient dans ce cas, aucun droit au bénéfice de la veuve. Les nouvelles dispositions sont les suivantes :

a) Si l'employé a quitté la profession avant dix années de service, aucune retraite de réversion n'est accordée à la veuve.

b) Si l'employé a quitté la profession entre dix et quinze années de service, sa veuve a droit à une retraite correspondant à 60 % des droits acquis par son mari. Cette retraite est déterminée en francs (donc non réversible) et lui est servie à partir de la date à laquelle son mari aurait atteint l'âge de 65 ans.

D. DROITS DES ORPHELINS DE PERE ET DE MERE

Le ou les enfants à charge devenant orphelins de père et de mère, soit par le décès en activité de service de leur parent employé comptant un minimum de dix années de service, soit par le décès de leur mère, veuve d'un employé en activité de service, après au moins dix années de service, recevront chacun, à partir du décès, et tant qu'ils conserveront la qualité d'enfants à charge, une pension calculée sur la base de 20 % des droits acquis par le parent employé décédé.

Cette pension est déterminée en points, donc réversible.

c) Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

Après au moins quinze années de service, retraite déterminée en points, réversible, réversible pour 60 %, en cas de décès, sur la tête de sa veuve.

BATIMENT

Travaux publics

Matériaux

de construction

APPOINTEMENTS

Lors du rajustement de salaires de septembre 1951, nous avions refusé de signer un accord augmentant seulement de 15 % les appointements déterminés par la Convention nationale du 30 avril 1951. En effet, les informations que nous avions en main nous démontraient que cette augmentation de septembre 1951 s'était traduite pour les ouvriers par un taux nettement supérieur à 15 %.

Nous suivions en cela notre ligne de conduite générale :

Pour tous les rajustements de salaires : augmentation identique pour les ouvriers et pour les ingénieurs et cadres. Naturellement les employeurs (C.N.P.F. et Bâtiment-Travaux publics) ont toujours proclamé leur accord sur ce principe. Mais quand il a fallu l'appliquer à un exemple concret, en octobre 1951, on a été trop content de trouver le fameux 15 % officiel.

Le temps nous a permis de constater la justesse de notre point de vue. En effet, le Nord a pu signer de son côté en novembre 1951, un accord pour les ingénieurs et cadres du Bâtiment et des Travaux publics majorant les appointements de 16 %. D'autre part, l'Institut national de Statistique précisait qu'entre le 1^{er} juillet 1951 et le 1^{er} janvier 1952, l'augmentation moyenne des salaires dans le Bâtiment avait été de 17,8 %.

Par ailleurs, nous considérons que les appointements des ingénieurs débutants étaient à revoir, car ils se situaient bien au-dessous des autres industries. Cette situation résultait du diktat des Fédérations patronales lors de la séance du 30 avril 1951, cette décision nous ayant été notifiée par MM. COURBOT, MASSON et PABANEL.

Depuis lors nous avons essayé de faire revoir, dans un sens plus compréhensif, ces différents appointements. Nous avions même cru comprendre que lors d'une entrevue avec M. le président DEBE, fin octobre 1951, celui-ci nous avait donné son accord pour revoir toutes ces questions trois mois après, c'est-à-dire au plus tard en février 1952. Naturellement quand nous le lui avons rappelé il n'était plus question de s'en souvenir et les Annales de la Fédération des Travaux publics de mars 1952 donnent une curieuse relation de la question, il en est de même de celles de décembre 1952 où dans les deux cas on représente la C.F.T.C. demandant des augmentations d'appointements alors que rien ne justifiait une telle position.

La conclusion que l'on peut tirer de ces différents faits est que, dans notre profession, nous ne trouvons pas, au sein des organisations d'employeurs, des hommes suffisamment représentatifs, soit pour avoir des idées personnelles sur la question, soit pour avoir quelque autorité sur leurs collègues, qui ne se peut-être pas de mauvaise volonté, mais qui ignorent certainement les différents aspects de ces problèmes.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

Nous avons l'occasion, dans un prochain article, d'y revenir en examinant la position prise par les Fédérations patronales pour un éventuel régime supplémentaire de retraite obligatoire (à partir du 1^{er} avril 1952) à la suite de la proposition que nous leur avons faite.

REGION DE L'ES

Notre premier Congrès régional

Comme annoncé dans les numéros 64 et 65, notre premier congrès régional s'est tenu à Nancy, les 10 et 11 janvier 1953, dans les locaux mis à notre disposition par l'U.D. de Meurthe-et-Moselle.

La Fédération était représentée à cette manifestation de la vie régionale par nos camarades : J. ESCHER-DES-RIVIERES, président ; A. DREVELLE, vice-président ; F. GALLOT, secrétaire général adjoint ; ce dernier remplaçant A. BAPAUME, souffrant.

SAMEDI 10 JANVIER

A 20 h. 45, trois réunions étaient organisées.

La première était réservée aux « Cadres », de la Banque. Nous remercions qu'un effort n'ait pas été consenti par certains de nos camarades pour assister à cette réunion.

A. DREVELLE, avec le concours duquel se tenait cette réunion, fit un très large exposé sur les questions d'actualité : salaires, retraites, équilibre du régime, etc.

Un échange de vues très intéressant suivit l'exposé du vice-président fédéral.

Sous la présidence de ESCHER-DES-RIVIERES, la deuxième réunion était consacrée au problème de la « Productivité ».

Un questionnaire avait été adressé à tous les adhérents en vue de l'établissement du rapport.

Le rapporteur, notre camarade M. PAGEL, fit un exposé très documenté sur les expériences en cours et souligna l'importance qu'il y avait d'assurer aux salariés la part qui leur revient, dans le bénéfice de l'accroissement de la « Productivité ».

Une copie de son rapport et des orientations dégagées au cours de la discussion sera adressée à tous ceux de nos adhérents qui en feront la demande.

C'est enfin sous la présidence de GALLOT que se tint la troisième réunion réservée à l'étude du problème de la retraite des Cadres.

L'exposé fut fait par H. FREYTAG. Cet exposé comportait le rapport des différentes clauses de la convention collective du 14 mars 1947 et de ses avenants. Le rapporteur rappela également le rôle de l'A. G. I. R. C.

La discussion qui suivit fut très animée, le rapporteur et GALLOT apportèrent de nombreuses précisions en réponse aux questions posées.

Le rapport fut adopté à l'unanimité après que le rapporteur eut, de son côté, apporté quelques précisions sur l'effort de propagande à entreprendre dans les mois à venir. Le rapport complet sera adressé sous peu à tous les participants.

F. PAGEL, en qualité de trésorier, présente le rapport financier de l'exercice 1952 et le projet de budget pour 1953. L'Assemblée adopta ces deux rapports à l'unanimité.

Il fut ensuite procédé à la désignation des membres du Conseil régional, conformément à l'article 10 des statuts. L'Assemblée a admis que le bureau devrait comporter un vice-président pour chacun des 10 départements constituant la région.

P. LUCIERS, départements n'ayant pas envoyé de candidatures pour le Conseil, des cooptations seront faites sur propositions des sections départementales. Nous ferons connaître aux adhérents, par circulaire, la composition définitive du Conseil et du bureau syndical. Chaque réunion du Conseil se tiendra dans une ville différente, située dans l'un des 10 départements constituant la région.

F. GALLOT retrace l'activité déployée par la Fédération pour la conclusion des Conventions collectives.

J. ESCHER-DES-RIVIERES dans son allocution de clôture qu'il devait d'ailleurs terminer à l'issue du déjeuner en commun, servi à l'hôtel de

vices du journal fédéral, tournées, permanences, réunions d'information, assemblées générales locales ou départementales. L'action professionnelle : conventions collectives, accords de salaires, comités d'entreprises, etc. ; les institutions de retraite des cadres ; du Pool Charbon-Acier et de la représentation de la C.F.T.C. ; la Sécurité sociale et le projet de réformes gouvernementales furent tour à tour abordés dans cette première partie.

A souligner la présence à notre déjeuner de quelques dames et de notre avocat conseil M. Jean ARNOULD.

Ce congrès régional a atteint les objectifs que nous nous étions assignés en le convoquant :

« Mieux nous connaître et tracer un plan de travail pour l'année 1953. »

PIERRE MARIE.

Au cours de la discussion qui suivit, prirent tour à tour la parole nos camarades :

F. PAGEL, pour une information sur le travail effectué la veille par la Commission « Productivité ».

N. STARCK demanda que dans les expériences de « Productivité » le facteur humain soit davantage pris en considération.

G. METZ qui demanda la mise sur pied d'une école régionale de perfectionnement des « Cadres ».

M. SCHWARTZ, retenant la proposition de METZ, insiste pour qu'à côté du plan revendicatif nous mettions l'accent pour notre recrutement sur la notion d'enrichissement « humain » par l'école des Cadres.

Sont également intervenus dans la discussion nos camarades DE VAULX, DREVELLE, GALLOT.

ESCHER-DES-RIVIERES prit de son côté une très large part dans la discussion particulièrement sur les problèmes de « Productivité » et de « Propagande ».

Pour la propagande, le président fédéral émit la suggestion de la création d'un numéro spécial de CADRES ET PROFESSION pour diffuser auprès des élèves des écoles d'Ingénieurs et Cadres, il lança un appel aux participants pour obtenir leur collaboration à la rédaction du journal fédéral.

Le rapport fut adopté à l'unanimité après que le rapporteur eut, de son côté, apporté quelques précisions sur l'effort de propagande à entreprendre dans les mois à venir. Le rapport complet sera adressé sous peu à tous les participants.

F. PAGEL, en qualité de trésorier, présente le rapport financier de l'exercice 1952 et le projet de budget pour 1953. L'Assemblée adopta ces deux rapports à l'unanimité.

Il fut ensuite procédé à la désignation des membres du Conseil régional, conformément à l'article 10 des statuts. L'Assemblée a admis que le bureau devrait comporter un vice-président pour chacun des 10 départements constituant la région.

P. LUCIERS, départements n'ayant pas envoyé de candidatures pour le Conseil, des cooptations seront faites sur propositions des sections départementales. Nous ferons connaître aux adhérents, par circulaire, la composition définitive du Conseil et du bureau syndical. Chaque réunion du Conseil se tiendra dans une ville différente, située dans l'un des 10 départements constituant la région.

F. GALLOT retrace l'activité déployée par la Fédération pour la conclusion des Conventions collectives.

J. ESCHER-DES-RIVIERES dans son allocution de clôture qu'il devait d'ailleurs terminer à l'issue du déjeuner en commun, servi à l'hôtel de

l'Univers, aborda les trois sujets suivants :

— Réforme fiscale ;

— Réforme de la Sécurité sociale ;

Problèmes internationaux : C.I.T., Pool Charbon-Acier.

Pour chacun de ces sujets, il rappela le travail important entrepris par notre Fédération pour assurer la défense et la représentation des Ingénieurs et Cadres.

A souligner la présence à notre déjeuner de quelques dames et de notre avocat conseil M. Jean ARNOULD.

Ce congrès régional a atteint les objectifs que nous nous étions assignés en le convoquant :

« Mieux nous connaître et tracer un plan de travail pour l'année 1953. »

PIERRE MARIE.

Au cours de la discussion qui suivit, prirent tour à tour la parole nos camarades :

F. PAGEL, pour une information sur le travail effectué la veille par la Commission « Productivité ».

N. STARCK demanda que dans les expériences de « Productivité » le facteur humain soit davantage pris en considération.

G. METZ qui demanda la mise sur pied d'une école régionale de perfectionnement des « Cadres ».

M. SCHWARTZ, retenant la proposition de METZ, insiste pour qu'à côté du plan revendicatif nous mettions l'accent pour notre recrutement sur la notion d'enrichissement « humain » par l'école des Cadres.

Sont également intervenus dans la discussion nos camarades DE VAULX, DREVELLE, GALLOT.

ESCHER-DES-RIVIERES prit de son côté une très large part dans la discussion particulièrement sur les problèmes de « Productivité » et de « Propagande ».

Pour la propagande, le président fédéral émit la suggestion de la création d'un numéro spécial de CADRES ET PROFESSION pour diffuser auprès des élèves des écoles d'Ingénieurs et Cadres, il lança un appel aux participants pour obtenir leur collaboration à la rédaction du journal fédéral.

Le rapport fut adopté à l'unanimité après que le rapporteur eut, de son côté, apporté quelques précisions sur l'effort de propagande à entreprendre dans les mois à venir. Le rapport complet sera adressé sous peu à tous les participants.

F. PAGEL, en qualité de trésorier, présente le rapport financier de l'exercice 1952 et le projet de budget pour 1953. L'Assemblée adopta ces deux rapports à l'unanimité.

Il fut ensuite procédé à la désignation des membres du Conseil régional, conformément à l'article 10 des statuts. L'Assemblée a admis que le bureau devrait comporter un vice-président pour chacun des 10 départements constituant la région.

P. LUCIERS, départements n'ayant pas envoyé de candidatures pour le Conseil, des cooptations seront faites sur propositions des sections départementales. Nous ferons connaître aux adhérents, par circulaire, la composition définitive du Conseil et du bureau syndical. Chaque réunion du Conseil se tiendra dans une ville différente, située dans l'un des 10 départements constituant la région.

F. GALLOT retrace l'activité déployée par la Fédération pour la conclusion des Conventions collectives.

J. ESCHER-DES-RIVIERES dans son allocution de clôture qu'il devait d'ailleurs terminer à l'issue du déjeuner en commun, servi à l'hôtel de

l'Univers, aborda les trois sujets suivants :

— Réforme fiscale ;

— Réforme de la Sécurité sociale ;

Problèmes internationaux : C.I.T., Pool Charbon-Acier.

Pour chacun de ces sujets, il rappela le travail important entrepris par notre Fédération pour assurer la défense et la représentation des Ingénieurs et Cadres.

A souligner la présence à notre déjeuner de quelques dames et de notre avocat conseil M. Jean ARNOULD.

Ce congrès régional a atteint les objectifs que nous nous étions assignés en le convoquant :

« Mieux nous connaître et tracer un plan de travail pour l'année 1953. »

PIERRE MARIE.

IMPORT-EXPORT

La Convention collective nationale entre en vigueur

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro, nous reproduisons ci-après les clauses essentielles de la convention Importation-Exportation signée le 18 décembre dernier.

Elle s'applique aux Entreprises de Commerce et de Commission Importation-Exportation de la France Métropolitaine.

CHAMP D'APPLICATION

La Convention s'applique à tous les salariés des Entreprises de Commerce et de Commission Importation-Exportation en toute activité sur le territoire métropolitain, même dans le cas où les entreprises considérées ont leur siège en dehors de ce territoire, à l'exclusion du personnel uniquement rétribué à la commission

LE PROBLÈME DES VIEUX

(Suite de la première page)

Nous avons personnellement suivi les cours professés à la Sorbonne, en 1913, par Henri LECHATÉLIER, l'illustre chimiste dont on célébrait récemment le centenaire. C'était à l'époque un bel homme de 60 ans, à la haute stature, droit comme un I dans sa redingote noire, séduisant au possible avec ses cheveux blancs drus taillés en brosse, son teint frais, et ses yeux bleus clairs pétillants d'intelligence. Les chimistes n'ignorent pas ce que leur science et leur technique — car LECHATÉLIER, ce précurseur, était un savant qui s'intéressait à l'industrie — doivent à l'auteur des leçons sur le carbone et de la chimie des silicates. Nous avons nous-mêmes été marqué par cet enseignement féru de rigorisme, ennemi du bla-bla-bla et de l'à peu près. Cependant — l'anecdote intéressera nos camarades pourvus de connaissances scientifiques — nous avons été, tout jeune, frappé par une surprenante déclaration publique du professeur. Commentant les lois classiques de la conductibilité électrique des solutions salines, LECHATÉLIER niait sans appel l'existence de cette dissociation ionique des molécules dissoutes qui explique ces lois, et que plusieurs années auparavant ARRHENIUS avait découverte. Nous avons de bonnes raisons de penser que LECHATÉLIER n'en démordit jamais. C'est qu'il appartenait à cette cohorte de chercheurs qui, à la fin du siècle dernier, répugnaient à introduire dans la science des images matérielles sensibles, prétendant, ces iconoclastes, que la mise en équation des phénomènes expérimentaux était la fin dernière de la science. Sans doute on nous dira qu'aujourd'hui EINSTEIN et Louis DE BROGLIE se soucient peu de données sensibles et que leurs immenses découvertes sont exclusivement d'ordre mathématique. Il est vrai ; mais tout de même, ces découvertes eussent-elles été possibles si la physique moderne ne s'accrochait pas à un monde de corpuscules invisibles, et à cette notion fondamentale de la structure granulaire de l'électricité dont la théorie ionique a été l'initiatrice. LECHATÉLIER à 60 ans était orienté vers le passé. Il est souhaitable qu'un professeur de l'Enseignement supérieur regarde vers l'avenir.

Qu'on nous pardonne cette digression. Elle illustre parfaitement nos thèses.

Est-ce à dire qu'un homme âgé soit nécessairement inutilisable ? Certes non. C'est pourquoi nous approuvons les initiatives du docteur HUET. A une époque où, en effet, la société ne peut plus se permettre le luxe d'entretenir, sans contrepartie, une cohorte de personnes dont le nombre s'accroît soudainement, il serait souhaitable d'assigner à tous une tâche, et ceci le plus longtemps possible, SOUS RÉSERVE QUE CETTE TÂCHE SOIT PROPORTIONNÉE AUX FORCES ET AUX CAPACITÉS ACTUELLES DE CHACUN. On imaginerait volontiers, ainsi que le souhaite WOLF, certaines mutations de fonctions, à un moment donné d'une carrière qui serait profitable pour l'intéressé et pour la collectivité. Ainsi, ce directeur d'usine chevronné, pourrait être, en fin de carrière, un excellent conseiller technique. Plus généralement, le Centre d'études gérontologiques peut faire du bon travail en précisant et divulguant les enseignements utiles pour un classement nécessaire.

Cependant la mise en pratique de ce principe nouveau présente — et c'est là le drame — des difficultés presque insurmontables. Reconnaissons d'abord que la chronologie du vieillissement d'un être humain obéit à la loi des grands nombres. A 70 ans, CLEMENCEAU, le Père de la Victoire, était un homme encore jeune, qui, par sa verdeur durant la première guerre mondiale, donnait le pion à la foule moyenne des hommes politiques de son temps. Par contre, certaines personnes à 50 ans sont sur le déclin. Et d'autre part s'il est vrai qu'un assez grand nombre d'individus présentent longtemps une aptitude réduite, mais cependant appréciable au travail, il en est d'autres qui, assez jeunes encore, sont de véritables invalides intégraux.

Il importerait d'abord en conséquence que la notion d'âge standard de mise à la retraite soit abandonnée et que, pour le plus grand nombre une mutation de carrière soit prévue à partir d'un certain âge, mutation ne comportant d'ailleurs ni diminution de salaire, ni pénalisation d'aucune sorte. Par contre, en contrepartie des efforts ultimes demandés aux plus robustes, il serait indispensable qu'une garantie soit donnée aux plus faibles, c'est-à-dire aux invalides totaux, de terminer leurs jours sans angoisse, et ceci quel que soit l'âge où l'invalidité est survenue.

Ce programme est-il applicable dans une société qui réugne à toute planification excessive, où l'employeur jouit de la pleine liberté de l'embauche et du licenciement ? Nous en doutons et c'est pourquoi nous affirmons une fois de plus que les avatars des institutions de retraites soulignent une difficulté d'adaptation de notre société aux progrès des techniques. Reconnaissons que de ce fait, dans l'état actuel des choses, notre programme est utopique. Qu'on se ras-

Activité professionnelle

(Suite de la page 5)

ALIMENTATION VINS ET SPIRITUEUX

La Commission paritaire poursuit l'examen du projet de Convention collective pour les Cadres.

Dans sa séance du 6 janvier, elle a adopté le protocole suivant destiné à examiner les salaires des cadres qui seraient insatisfaits de leur situation présente par rapport au personnel sous leurs ordres qui a bénéficié d'augmentation d'appointements.

ACCORD PARITAIRE

Les Organisations soussignées :

— La Confédération nationale des Industries et des Commerces des Vins, Cidres, Sirops, Spiritueux et Liqueurs de France.

représentée par : MM. Michel SAILLARD, Yves GLOTRY, Maurice SEGUIN, d'une part ;

— La Fédération française des Syndicats d'Ingénieurs et Cadres (C. F. T. C.),

représentée par : M. F. GALLOT.

— La Fédération nationale des Syndicats des Cadres de l'Alimentation (C. G. C.),

représentée par : MM. Fernand BOYAEN et Louis PONS, d'autre part.

CONSIDÉRANT :

— D'une part, les directives générales données par le Conseil national du Patronat français, ainsi que les recommandations concernant les appointements des cadres qui figurent dans l'avenant du 14 février 1952, établissant une majoration des salaires minima pour les ouvriers et employés de la profession ;

— D'autre part, les difficultés rencontrées parfois dans les industries et commerces en gros des vins et spiritueux, pour établir une classification des cadres à l'intérieur des entreprises ;

Sont convenues d'adopter les dispositions suivantes :

Article premier. — Il est créé une Commission nationale composée de six membres (trois employeurs et trois cadres), chargée de concilier les divergences d'appréciation qui peuvent exister entre les cadres et leurs employeurs dans la détermination des appointements des cadres, eu égard aux variations enregistrées dans les salaires généraux de la profession.

Art. 2. — La Commission nationale déléguera ses pouvoirs à des Commissions régionales dont la compétence géographique correspondra à celle des Fédérations régionales de la Confédération nationale des Industries et Commerces en gros des vins, cidres, sirops et spiritueux et liqueurs de France.

Art. 3. — Les Commissions de conciliation constituées en vertu du présent accord ne pourront connaître que des seuls cas de salariés répondant aux définitions existantes pour déterminer les fonctions de cadres.

Art. 4. — La Commission nationale déterminera dans un règlement approprié les méthodes de travail applicables à son fonctionnement et à celui des Commissions régionales.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

POUR L'APPLICATION DE L'ACCORD PARITAIRE du 6 janvier 1953

CHAPITRE I

Article premier. — Le présent règlement intérieur fixe les règles de fonctionnement des Commissions de conciliation instituées par l'accord paritaire du 6 janvier 1953.

Art. 2. — Les six membres de chacune des Commissions régionales seront désignés par les organisations signataires de l'accord précité, dans les mêmes conditions que les six membres de la Commission nationale.

Art. 3. — La présidence de la commission sera assurée à tour de rôle par un membre de l'une des délégations, la désignation du premier président sera effectuée par tirage au sort.

Le président en exercice reçoit les demandes d'examen de situation des cadres qui ont à se plaindre de leur classement.

Il convoque les membres de la commission dans un délai d'un mois franc à dater de la réclamation qui lui a été adressée.

Il signifie aux parties la suite qui a été donnée par la commission à la contestation qui lui a été soumise.

CHAPITRE II

Art. 4. — Tout cadre qui soumet à la commission une contestation relative à sa rétribution, conformément à l'article 1^{er} de l'accord paritaire du 6 janvier 1953, devra présenter sa demande par lettre recommandée au président de la commission.

Cette demande doit être motivée et accompagnée des indications et documents nécessaires à son examen par la commission.

Si le président estime que le dossier est incomplet, il invite le demandeur à le compléter.

Art. 5. — Dès que le président est en possession d'une demande, dont le dossier est complet, il informe l'employeur de cette demande et l'invite à fournir des observations avant la date fixée pour la séance de la commission.

Art. 6. — Le président invite les parties à se rendre devant la commission aux jour, heure et lieu fixés pour la réunion. Les convocations seront adressées quinze jours à l'avance.

Art. 7. — Le président adresse les

convocations aux membres de la commission deux semaines avant la séance ; les convocations mentionnent le lieu, la date et l'heure de la séance, ainsi que l'ordre du jour qui peut comporter l'examen de plusieurs affaires.

CHAPITRE III

Art. 8. — La commission délibère et vote à huis clos.

Art. 9. — Au cours de chaque séance, la commission ne peut examiner d'autres affaires que celles inscrites à l'ordre du jour.

Art. 10. — La commission peut décider que c'est ensemble ou séparément que les parties peuvent être entendues.

Art. 11. — Si la commission décide de compléter son information le président fixe la date du nouvel examen de l'affaire.

Art. 12. — La commission peut, aux mêmes fins, demander au président de provoquer une enquête dont les résultats seront communiqués à la commission.

Art. 13. — Lorsque la commission juge qu'elle est suffisamment informée, le président, préalablement à l'ouverture du débat, demande aux deux parties si elles acceptent, pour le cas où une conciliation n'interviendrait pas, l'arbitrage à la commission et s'engagent à s'y conformer.

Il est aussitôt dressé procès-verbal des réponses faites à cette question. La commission entend les arguments des parties et tente de les concilier.

Si les parties arrivent à un accord, il est dressé un procès-verbal de conciliation auquel les parties s'engagent à donner loyalement suite.

Dans le cas où les parties n'arrivent pas à un accord, constatation en est faite et la commission, réunie à huis clos :

— Ou bien rend la sentence arbitrale si les parties ont été d'accord pour la demander ;

— Ou bien, peut adopter une recommandation à faire aux parties.

Art. 14. — Si l'une des parties ne se présente pas à la convocation prévue par l'article 6 ci-dessus, ni ne fournit aucun mémoire écrit, il sera constaté défaut contre elle et procès-verbal de carence sera dressé.

Art. 15. — La recommandation de la commission aux parties peut être de s'en remettre à l'arbitrage d'une personne ou d'un organisme nommé par la commission.

Art. 16. — Les sentences arbitrales ou les recommandations de la commission résultent de votes à main levée et à la majorité des suffrages exprimés.

Toutefois, le président peut décider de faire voter à bulletins secrets ; il doit en décider ainsi si un membre de la commission en fait la demande.

CHAPITRE IV

De l'exécution des sentences arbitrales ou des recommandations.

Art. 17. — Dans le délai d'une semaine franchissant chaque séance, le président notifie aux parties la suite qui a été donnée par la commission à la contestation qui lui a été soumise.

Les sentences arbitrales et les recommandations de la commission sont, en outre, transmises dans les mêmes délais aux organisations syndicales signataires de la Convention collective.

CHAPITRE V

Art. 18. — La commission nationale fait élection de domicile : 103, boulevard Haussmann, Paris (8^e).

Nous engageons vivement nos collègues qui seraient mécontents de leur situation à se pourvoir devant cette commission.

PÂTES ALIMENTAIRES

La Commission paritaire dont nous avions laissé prévoir la réunion, dans notre numéro du mois dernier, s'est effectivement tenue le 15 janvier. La délégation des cadres a demandé pour les ingénieurs et cadres des fabriques de pâtes :

— Une mise en ordre des salaires comportant l'établissement d'un barème de salaires minima ;

— La réalisation d'une convention collective de travail leur garantissant la sécurité dans leur emploi.

Sur ce dernier point, la délégation patronale doit examiner nos desiderata et nous a prié de lui soumettre un projet de convention.

Pour une remise en ordre des salaires, elle a été un peu plus réticente et s'est étonnée de notre demande, car elle n'a pas connaissance que les cadres soient mécontents de leur situation (comme par hasard). Sur cette question également la délégation patronale doit se pencher et nous faire connaître sa décision.

xxx

Le même son de cloche tinte à nos oreilles dans toutes les branches de l'alimentation : « Les cadres ! mais ils n'ont pas lieu de se plaindre, ils sont convenablement payés, d'ailleurs à notre connaissance ils ne réclament rien. Pourquoi vouloir compliquer la situation en établissant des barèmes minima. »

Les cadres des industries alimentaires sont-ils d'accord sur ce propos ? Comme nous aimerions avoir l'avis de tous et pas seulement de quelques-uns.

FROID

CONVENTION COLLECTIVE DES INGENIEURS ET CADRES des exploitations frigorifiques

Une première réunion de la Commission paritaire s'est tenue, le mardi 13 janvier 1953, à 14 h. 30, au siège de la Fédération des Exploitations frigorifiques, 164, faubourg Saint-Honoré.

Du côté patronal, étaient présents :

MM. FABRY, MALATIER, ACKER, TABERLET, PINSON.

Notre syndicat, conduit par M. GALLOT, secrétaire adjoint de la Fédération des Ingénieurs et Cadres C. F. T. C., était représenté par MM. LEHR et GROS, de la S. T. E. F. MANCIER, des Entrepôts frigorifiques de l'Union.

Une deuxième réunion a eu lieu le vendredi 23 janvier, à laquelle ont assisté :

MM. FABRY, CHEVALLIER, TABERLET et PINSON ;
MM. BAPAUME, GALLOT, GROS, MACKIEWICZ et MANCIER.

Notre délégation a été invitée à étudier certaines modifications au projet de Convention déposé.

Elle a, par ailleurs, reçu l'assurance que les pourparlers ne pourraient entrer dans une phase décisive qu'après l'assemblée générale de la F. N. E. F. prévue en mars 1953, lorsque les syndicats de province auront été mis au courant des précisions que nous avons déjà fournies à la délégation patronale.

sure. Nous ne prétendons pas codifier l'incodifiable. Tout au plus souhaitons-nous de contribuer à créer un climat. Des préoccupations analogues aux nôtres sont exprimées dans le numéro du 27 décembre 1952 du « Journal des Professions », organe patronal animé par M. Bernard JOUSSET, ce patron social. Nous avons reçu un exemplaire de ce numéro ; c'était là sans doute une discrète réponse à notre article. Nous prenons acte avec joie de cette concordance de pensée et exprimons le souhait que les efforts conjugués de tous ceux qui pensent au problème des vieux contribuent à favoriser une évolution nécessaire de la notion de retraite, compatible avec les impératifs de la justice et de l'efficacité.

CHRONIQUE
JURIDIQUE

Comment classer les Ingénieurs en position II

Il est utile de publier cette intéressante décision, qui a été rendue en appel des Prud'hommes le 11 décembre 1952, par la 7^e Chambre du Tribunal civil de la Seine, concernant la qualification exacte des fonctions d'un ingénieur, dont l'employeur s'efforçait depuis de nombreuses années à le classer comme agent technique et commercial.

Dans l'espèce rapportée ci-après, un ingénieur diplômé de l'Ecole Bréguet avait été engagé le 15 avril 1942 en qualité d'agent technique et commercial dans une importante industrie de la région parisienne.

Il soutenait qu'il devait être classé à la position II, coefficient 360, définie par l'arrêté du 22 septembre 1945, qui précise que le cadre est parfois désigné sous la dénomination « agent commercial et technique » ; l'employeur voulait le classer comme préparateur de fabrication, 2^e échelon, coefficient 290, alors que M. X... accomplissait des fonctions plus importantes que celles décrites par la Convention collective pour ces préparateurs.

Il était, en effet, en relations directes avec les clients, pour la mise sur pied, en partant des desiderata de ceux-ci, des projets de réalisation rationnelle et pratique et des devis qu'il devait faire admettre par les clients.

D'autre part, il est à noter que la Commission paritaire des salaires du ministère du Travail avait, en 1946, rejeté la demande de M. X...

Ce dernier ne se découragea pas puisqu'il obtint satisfaction par le tribunal.

Cette décision est intéressante à plusieurs points de vue ; elle marque la volonté des tribunaux de tenir compte, pour déterminer la qualification professionnelle, de tous les éléments d'activité du salarié.

Dans l'espèce, si M. X... s'était cantonné dans son travail à l'étude ou à l'amélioration des dessins de pièces, ne s'intéressant qu'aux opérations de fabrication, dont il est spécialiste, il eut été simplement considéré comme préparateur de fabrication.

Mais en réalité, il faisait plus ;

il était en rapport avec la clientèle, établissait les devis, discutait ceux-ci avec le client ; à cet

Par
Guy BOHN
avocat à la Cour

égard, il devait être placé position II.

En conséquence, il doit être sans discussion inscrit au régime de Prévoyance des Cadres.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (7^e Chambre)

Audience du 11 décembre 1952

Présidence de M. JOULIN

Avocats : M^e LUBIN

M^e BOHN

Société... contre M. X...

Le Tribunal, ouï en leurs conclusions et plaidoies : Lubin, avocat pour la Société ; Bohn, avocat pour le sieur X... ; le Ministère public entendu, après en avoir délibéré conformément à la loi jugeant en matière sommaire et en dernier ressort ;

Attendu que la Section du Commerce du Conseil des Prud'hommes de la Seine, statuant par défaut, le 5 avril 1952, a condamné la Société anonyme..., dont le siège est..., à verser au sieur X..., classé comme ingénieur technique, position II, une somme de 68.139 francs à titre de rappel de salaires ;

Attendu que, suivant exploit

d'huissier du 28 juin 1951, la Société est appelante de cette sentence qui lui a été signifiée le 19 juin 1951 ;

Attendu que le présent appel introduit dans les formes et délais prévus par la loi, est régulier ; qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;

Attendu que la Société... soutient à l'appui de son appel que les fonctions remplies par M. X... ne sont pas celles d'un ingénieur position II, mais celles d'un simple agent technique et commercial, et qu'au surplus, il ne peut prétendre à aucun rappel de salaires, ayant, en tout état de cause, perçu une commission supérieure à celle calculée sur la base du coefficient 360, dont il réclame l'application.

Sur la qualification.

Attendu que par contrat du 15 avril 1942, le sieur X..., ingénieur de l'Ecole Bréguet, a été

engagé en qualité « d'agent technique et commercial », mais qu'il soutient que cette dénomination ne correspondait pas à la nature réelle des fonctions remplies par lui, qui étaient celles d'ingénieur technique ;

Attendu qu'aux termes de la Convention collective de la Métallurgie, le préparateur de fabrication 2^e échelon, classé au coefficient 290, est un technicien spécialisé dans certaines opérations de fabrication et qui, sauf exception, ne s'intéresse qu'aux questions de fabrication dont il est spécialisé, alors que l'ingénieur position II, coefficient 360, doit pouvoir mettre sur pied des projets et des devis qu'il discute et fera admettre aux clients, et effectuer des démonstrations d'appareils devant la clientèle ;

Attendu qu'il ressort des documents produits aux débats et notamment d'une lettre adressée au sieur X... le 24 mars 1942 par le directeur de la Société appelante, que l'intimé était chargé de mettre sur pied, en partant des desiderata de la clientèle des projets de réalisation rationnelle et pratique et des devis qu'il devait faire admettre par les clients ;

Attendu que les termes de cette lettre correspondent à la définition des fonctions d'ingénieur, position II, coefficient 360 ; qu'il apparaît dès lors que c'est à juste titre que les premiers juges ont accordé à X... la qualification réclamée par lui ;

Sur le rappel de salaires.

Attendu qu'il y a désaccord entre les parties sur les chiffres versés à titre de salaires ; qu'il y a lieu de recourir à une mesure d'instruction aux fins de déterminer si Bérard a été rempli de tous ses droits et a reçu une rémunération égale à celle correspondant au coefficient 360.

PAR CES MOTIFS

Reçoit la Société... en son appel ; maintient dans son principe la sentence entreprise.

Dit et juge, en conséquence, que M. X... est fondé à réclamer la qualification d'ingénieur, position II, coefficient 360, mais sursoit à statuer en ce qui concerne le rappel de salaires, et, avant dire droit, tous droits et moyens réservés, commet Henry, expert, avec mission, serment préalable, de se faire produire tous documents aux fins de déterminer les sommes payées à Bérard à titre de salaires et de dire si elles correspondent à sa rémunération calculée sur la base du coefficient 360 réclamé par lui ; dit que l'expert conciliera les parties si possible, sinon déposera son rapport au greffe du Tribunal dans un délai de deux mois à dater de sa mission.

Dit qu'en cas d'empêchement l'expert sera remplacé par ordonnance du Président rendue sur simple requête.

Réserve les dépens.

Appel à la solidarité

Un cyclone vient d'éprouver très fortement la ville de Majunga, à Madagascar.

La presse annonce douze morts — un grand nombre d'immeubles et d'établissements endommagés.

Du simple point de vue de la solidarité humaine, les travailleurs groupés dans la C. F. T. C. se doivent de venir en aide à leurs frères éloignés.

Nous avons là-bas une organisation qui est en plein démarrage.

Nous demandons à nos adhérents de répondre à l'appel qui leur est adressé.

D'avance, nous les en remercions.

Envoyer les fonds au Compte Chèque C. F. T. C. Paris 283.24, avec la mention : « Pour les victimes du cyclone de Majunga. »

Informations sur notre régime de retraite

COORDINATION

E. D. F. - A. G. I. R. C.

Le régime de coordination entre l'E. D. F. et l'A. G. I. R. C., dont la réalisation se révélait difficile, est heureusement conclu. L'entente s'est faite les derniers jours de décembre. Il entrera en vigueur aussitôt que paraphé, ce qui ne saurait tarder. Quand cette formalité aura été remplie, nous ferons connaître les dispositions de ce document.

Cette coordination va rendre service à un certain nombre de nos collègues qui vont pouvoir faire valider leurs années passées dans une Compagnie d'électricité (maintenant rattachée à l'E. D. F.) et qui perdaient, jusqu'à présent, le bénéfice de la retraite pour ces années de travail parce qu'ils totalisaient moins de quinze années de présence dans ces Compagnies, durée qu'exige l'E. D. F. pour avoir droit à sa retraite.

Il faut se souvenir qu'au temps où nos collègues ont quitté les Compagnies d'électricité dans lesquelles ils travaillaient, elles étaient des entreprises privées dans lesquelles il n'existait pas de régime de retraite et où il n'était pas question de l'E. D. F. La plupart de ces anciens cadres étant âgés, il est juste que l'E. D. F. les prenne en charge pour le temps de leur présence, comme nous le faisons nous-mêmes pour le temps passé dans le secteur privé.

TOILES A DRAPS

Les plus belles et les meilleures qualités. Prix très réduits à nos adhérents. Echantillons franco sur demande. LANDIER, toilier, Yssingeaux (H.-Loire)

Le gérant : A. BAPAUME

Imprimerie spéciale de « Cadres et Profession » 6, rue du Cornet, Le MANS - 27.000 Exécuté par des Ouvriers syndiqués

Valeur du point

Le Conseil d'administration de l'A. G. I. R. C. a décidé de maintenir la valeur du point retraite à 12 fr. 50 pour le premier semestre 1953.

APPEL DES COTISATIONS
MODALITES D'APPLICATION
DE L'AVENANT N° 2
du 13 octobre 1952

Le Conseil d'administration de l'A. G. I. R. C., dans sa réunion du 23 décembre 1952, après examen du deuxième alinéa de l'article 5 de l'avenant n° 2 du 13 octobre 1952, a décidé :

1° Lorsque le montant total des cotisations effectivement versées au titre de l'exercice 1952 n'aura pas dépassé 85 % du montant des cotisations annuelles pleines, aucune révision n'aura lieu ;

2° Lorsqu'il sera justifié avant le 1^{er} avril 1953, auprès de l'Institution de retraites, que le montant total des cotisations effectivement versées au titre de l'exercice 1952 aurait été supérieur à 85 % du montant des cotisations annuelles pleines, une ristourne sera accordée, tant à l'entreprise qu'au participant.

Le Syndicat
des Ingénieurs et Cadres
de la Région parisienne

rappelle que la cotisation pour cette année reste au même taux qu'en 1952.

Les membres sont invités à régler, dans toute la mesure du possible, l'année entière en une fois afin de mieux soutenir l'action syndicale.

(C. C. P. Paris 4169-19)

Cette ristourne sera égale à la différence entre les cotisations effectivement versées et 85 % de cotisations pleines afférentes à l'exercice 1952.

*

Dans la même séance, les organisations signataires de la Convention de retraite ont décidé que, pour l'année 1953, les cotisations obligatoires et facultatives afférentes au régime de retraite par répartition ne seraient appelées que jusqu'à concurrence de 80 % de leur montant.

Cette disposition intéresse à la fois les cotisations des employeurs et celles des cadres.

PAGES A LIRE

ACTES ET ALLOCUTIONS
DE S. S. PIE XII

Extraits concernant les problèmes économiques et sociaux

On aimera trouver réuni en un seul volume le texte complet ou les extraits de nombreux messages et discours concernant les questions économiques et sociales, que S. S. PIE XII a adressés au monde, de la Pentecôte 1941 à Noël 1950.

Tout en éclairant d'un jour particulier les points de doctrine intéressant spécialement les diverses catégories sociales, dont le Saint Père accueillait les représentants, ces messages manifestent d'une manière éclatante l'unité de pensée du Docteur Suprême.

Un extrait de la récente Encyclique, Humani generis, sur certaines opinions fausses qui menacent de ruiner les fondements de la doctrine catholique, y a été joint, comme éclairant l'ensemble de ces directives où s'affirme la continuité des enseignements de l'Eglise.

Nul recueil ne paraissait plus nécessaire à ceux que sollicite l'action dans ces domaines qui offrent un champ à tant de controverses. Il est couronné par le texte complet du Message de Noël du 23 décembre 1950. Celui-ci fait, en effet, allusion, comme pour les confirmer, aux discours et allocutions prononcées pendant l'Année Sainte et embrasse en une puissante et poignante synthèse les angoisses de la chrétienté à l'aube de l'année 1951.

Un volume in-8, 150 pages. Prix : 300 francs, Franco : 350 francs. Editions P. E. N., 100, rue de l'Université, Paris (7^e).

PROPOSITION DE LOI
TENDANT A EXONERER

DE DROITS DE TIMBRE LES BULLETINS DE PAIE

On sait que le fisc prétend faire apposer sur les bulletins de paie un timbre à quittance toutes les fois qu'une retenue sera opérée. Or, c'est tous les mois que cette opération s'effectuera puisque les employeurs retiennent obligatoirement les cotisations Sécurité sociale et retraite cadres.

Afin d'éviter des discussions inutiles avec le fisc M. DELACHENAL a déposé la proposition de loi ci-après :

EXPOSE DES MOTIFS

Mesdames, Messieurs,

Il paraît anormal que le bulletin de paie, obligatoirement remis par l'employeur au salarié à l'occasion du règlement des salaires, soit soumis à l'impôt du timbre lorsqu'il comprend une retenue quelconque ayant un rapport étroit avec l'emploi : retenues de sécurité sociale ou assimilées, retenues pour dettes ou pour avantages en nature et même pour fournitures d'usage courant.

Par contre, il est de l'intérêt, soit du salarié, soit de l'employeur, soit des services de contrôle, d'avoir à leur disposition un titre qui comporte l'indication claire et précise de toutes les retenues effectuées au moment de la paie sur le montant de la rémunération brute. Aussi, conformément à l'avis émis par la Chambre de Commerce de la Savoie,

nous proposons d'ajouter la disposition suivante au Code des impôts.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE

Insérer au Code des Impôts un article 1063 bis ainsi rédigé : « Sont dispensées de tout droit de timbre les pièces justificatives dites bulletins de paie, délivrées par les employeurs aux salariés, à l'occasion du règlement des salaires dus, en conformité des dispositions de l'article 44 du Livre 1^{er} du Code du Travail. »

Tous les salariés intéressés doivent soutenir cette proposition de loi.

Rédaction - Administration
26, RUE MONTHOLON
PARIS (IX^e)
Téléph. : TRU. 91-03
C. C. Paris 4169-19

GEMEUX - PUBLICITE
35, rue de Trévise - Paris (IX^e)
Tél. : PRO. 07-77

Le numéro : 20 francs
Abonnement : 200 francs par an

FOURRURES
COUTURE

Sans majoration 6 à 10 mois de Crédit
... SANS AUCUN VERSEMENT D'AVANCE

J. BESSON
FABRICANT

51 - Chaussée d'Antin
3^e étage - Ascenseur

Ouvert de 9 h. à 19 h. et le dimanche matin

Succ^e à NANCY : Monique, 17, r. Gambetta

Le 95^e Comité national de la C. F. T. C. demande un plan d'organisation et d'expansion économique et une réforme fiscale profonde et décisive

Le Comité national de la C. F. T. C., réuni les 17 et 18 janvier 1953, constatant, parallèlement à la diminution constante du niveau de vie, une augmentation très nette du chômage total et partiel due à l'asphyxie économique;

Estime que les Pouvoirs publics doivent s'attaquer par priorité au problème de l'amélioration du pouvoir d'achat et du niveau de vie des travailleurs et de leur famille par :

a) L'expansion de l'économie pour obtenir l'augmentation du revenu national et le relèvement du niveau de l'emploi, tout en recherchant l'abaissement des prix, indispensable à notre rétablissement économique sur le plan international;

b) La construction accélérée de logements, aussi bien pour des raisons économiques que sociales.

Le Comité national ne se dissimule point qu'une politique se proposant de tels objectifs ne saurait se sa-

tisfaire d'expédients ou de formules vagues.

Il considère qu'il n'est pas de solution réaliste à ces problèmes en dehors d'un plan d'organisation et d'expansion économique, d'une réforme fiscale visant à la réduction et à la suppression des multiples phénomènes de parasitisme économique. Il considère, en outre, qu'un choix entre les investissements, les crédits et les dépenses publiques, est le moyen indispensable d'une politique économique efficace, de même qu'une décentralisation au plan régional des organisations de gestion de l'économie et la participation ouvrière demeurent la condition d'une économie humaine.

Le Comité national rappelle ses revendications :

— Revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et des allocations familiales de l'ordre de 12 %;

Motion sur les Allocations familiales

Le Comité national de la C. F. T. C., réuni à Paris les 17 et 18 janvier :

CONSTATANT les disponibilités financières existant dans les Caisses d'Allocations familiales;

DECLARE de nouveau que ces fonds n'appartiennent qu'aux seuls travailleurs du Commerce et de l'Industrie et qu'ils ne peuvent avoir qu'une seule destination, celle à laquelle ils sont affectés par le législateur : l'amélioration des prestations familiales;

S'OPPOSE en conséquence, catégoriquement à tout projet visant à utiliser ces fonds familiaux;

— Soit à un transfert au fonds des Assurances sociales, dont les problèmes propres doivent être examinés et réglés par le Parlement. Le Comité national renouvelle, à ce sujet, son opposition à la diminution de 0,75 % de la cotisation Allocations familiales;

— Soit à un transfert à une politique du logement, qu'il appartient à l'Etat de promouvoir en dehors des fonds familiaux, les Caisses d'Allocations familiales devant garder toute initiative qui leur paraît utile pour une aide complémentaire sur leurs fonds sociaux.

— Soit à un financement d'une allocation post-natale, qui relève du domaine de la Sécurité sociale.

— Soit enfin à une surcompensation avec les seuls régimes déficitaires du secteur nationalisé.

Le Comité national dénonce, à cet égard, les manœuvres illégales du ministre de l'Industrie et de l'Energie qui transforme le décret d'intégration des allocataires du régime minier du 30 juin 1952, en surcompensation pure et simple.

Il insiste, par ailleurs, pour que le Parlement vote rapidement les propositions de loi d'abrogation de ce décret du 30 juin 1952 et de celui du 24 janvier 1951;

En attendant il demande la suspension totale de toutes les opérations prévues par ces deux décrets (avances financières et transferts de dossiers) et que l'Etat couvre provisoirement le déficit constaté.

Le Comité national demande enfin :

1° Qu'une majoration de 12 % des prestations familiales soit immédiatement votée pour les travailleurs salariés de l'ensemble des divers régimes sans aucune exception.

En ce qui concerne l'Algérie, il reste entendu que la surcompensation demandée entre le régime algé-

rien et métropolitain d'A. F. n'aura pas pour effet de compromettre la majoration possible de 12 % du taux des prestations familiales. Cette surcompensation que la C. F. T. C. déclare légitime, aura sa pleine réalisation et s'effectuera dans le cadre d'une réforme d'ensemble dans le sens préconisé par la C. F. T. C.

2° Qu'un débat d'ensemble ait lieu au Parlement sur le financement des prestations familiales, la solution aux difficultés présentes ne pouvant être trouvée que pour l'ensemble des divers régimes (tant les excédentaires comme les fonctionnaires et les collectivités publiques que pour les déficataires, comme le secteur nationalisé).

Le Comité national rappelle, à cet égard, que la C. F. T. C. a formulé des propositions précises de solution par l'institution d'un fonds de garantie des prestations familiales permettant d'appliquer intégralement la loi du 22 août 1946.

Il renouvelle, par ailleurs, sa demande de voir dans tous les régimes d'A. F. la gestion assurée par des représentants élus des allocataires avec la dotation d'un fonds d'action sociale, à l'exemple du régime gène-

ral.

élus les pouvoirs d'exercer pleinement leurs fonctions et en ne réduisant pas les prestations;

— Relèvement substantiel des allocations chômage pour atteindre 75 % du salaire minimum interprofessionnel garanti mise en place d'un système d'assurance chômage, avec participation financière de la profession et de l'Etat, et gestion par les organisations syndicales.

Le Comité national rappelle qu'en matière de salaires, le premier objectif de l'action confédérale est l'obtention d'un salaire interprofessionnel qui corresponde au minimum vital.

Il recommande aux Fédérations et aux Syndicats affiliés de revendiquer des ajustements généraux de salaires, en tenant compte de la situation des branches d'activité et des régions industrielles ainsi que de la situation particulière existant dans les secteurs publics.

Il rappelle que le patronat ne saurait justifier ses refus de discussions paritaires sur des considérations économiques, étant donné l'augmenta-

tion de la production et de la productivité constatée dans de nombreux cas, ainsi que ses refus de faire participer les travailleurs à la gestion économique dans le cadre des comités d'entreprise.

Il demande enfin que les services de l'Inspection du Travail reçoivent des consignes extrêmement strictes en vue d'obtenir le respect effectif, par l'ensemble des entreprises françaises, de la législation sociale, notamment en ce qui concerne le salaire minimum garanti, la Sécurité sociale et la durée du travail; d'autre part, il réclame que l'Etat respecte lui-même les conventions et statuts qui régissent son propre personnel.

NOTA. — Nous précisons que notre CONSEIL FEDERAL s'est déclaré hostile non au relèvement du S.M.I.G., mais à une majoration générale des salaires qui, dans l'état actuel des choses, ne manquera pas de provoquer une nouvelle course inflationniste dont les salariés seraient les premières victimes.

UNE VICTOIRE C. F. T. C. POUR TOUS LES TRAVAILLEURS D'OUTRE-MER

Le Code du Travail est définitivement voté

C'est ainsi que titre dans sa première page Syndicalisme de décembre pour annoncer l'existence du « Code du Travail » pour les travailleurs d'Outre-Mer.

C'est un succès pour la C. F. T. C., qui a pris une part importante dans l'élaboration de ce texte, sous l'énergique impulsion d'ESPERET et des Syndicats constitués dans les territoires d'Outre-Mer.

Nous relevons dans cet article :

A 7 h. 30, le dimanche 23 novembre, s'achevait, après vingt-deux heures de débat, le vote en seconde lecture du Code du Travail Outre-Mer dont nous avons souvent entretenu les lecteurs de Syndicalisme.

Dans son ensemble, s'il comporte des oublis et si la discussion en se-

conde lecture n'a pas admis tous les textes votés en première lecture, ou les amendements que nous avions fait déposer pour y revenir, le Code constitue une victoire pour les travailleurs d'Outre-Mer. La C. F. T. C. est fière d'avoir été l'organisation syndicale qui, aussi bien sur le plan de l'étude que sur celui de l'action, dans les Syndicats de base, comme au Centre confédéral, a fourni le plus grand effort pour l'aboutissement de ce Code.

S'excusant de résumer, Syndicalisme poursuit :

Si l'Assemblée nationale a accepté le principe des 40 heures, elle a, par contre, refusé de voter la majoration automatique des heures supplémentaires et laissé aux chefs de territoire le soin de le faire.

L'Administration a heureusement abandonné une partie de ses positions dans le domaine de l'Inspection du Travail et a accepté de revenir au texte primitif qui confère aux inspecteurs une initiative suffisante.

L'intégralité des droits syndicaux est reconnue; des restrictions, vestiges d'un autre âge, proposées au cours des débats, n'ont pas été maintenues.

Le travail forcé a été condamné de la façon la plus formelle par l'unanimité de l'A. N. et dans un texte plus précis que celui de la Convention du B. I. T.

Le terme « travailleur » a été repris, au lieu de celui de salarié qui risquait, lui aussi, d'être restrictif.

La C. F. T. C. n'a pas eu complètement satisfaction avec l'article 38 qui consacrait le renversement de la preuve en matière de rupture de contrat de travail, mais le texte est meilleur que ceux qui sont actuellement en vigueur dans la métropole.

Le texte sur la conciliation et la recommandation dans les conflits du travail a été accepté dans la rédaction de l'Assemblée nationale; c'est le meilleur.

Ainsi le Code du Travail, pour lequel nous luttons depuis cinq ans était voté au petit matin du 23. Nous avions du mal à y croire.

Que de luttes il a fallu mener ! Que d'oppositions directes ou larvées nous ont été opposées par le patronat colonial, ses représentants et ses porte-parole politiques ! C'est une victoire, et, il faut le répéter, une victoire de la C. F. T. C.

Notre conclusion aura un deuxième aspect : La solidarité, qui est notre grande force, est toujours payante. Les syndicats métropolitains ont fait des sacrifices pour aider leurs frères d'Outre-Mer. Ceux-ci, dès leur première réalisation, leur témoignent à leur tour leur solidarité. En effet, certaines dispositions du Code, dépassant la législation sociale de la Métropole, auront maintenant leur répercussion en Métropole. L'effort accompli par des générations de militants trouve sa récompense.

Résultat de tout l'effort ouvrier, le Code du Travail dans les T. O. M. est une date de l'Histoire ouvrière.

Il nous invite à renforcer notre sens de la fraternité, gage de tous les succès.

Gérard ESPERET.

« Cadres et Profession » est heureux d'annoncer ce brillant succès et félicite ceux qui ont été les artisans d'une réalisation qui donne aux travailleurs d'Outre-Mer un Statut qui leur permettra de ne plus être livrés à l'arbitraire de leurs employeurs.

A propos du projet de Caisse de Sécurité sociale pour les Cadres

(Suite de la page 2)

vies, pour ainsi dire, qu'aux assurés disposant de ressources relativement importantes.

Il résulte de l'enquête que le nombre des cures pour 1.000 assurés n'est que de 1,7 pour les salaires inférieurs à 12.000 francs; de 3,4 pour les salaires compris entre 12.000 et 15.000 francs; de 4,5 pour les salaires de 15.000 à 22.000 francs; il s'élève à 8,5 environ pour les salaires de 22.000 à 40.000 francs; à 15,1 pour les salaires de 40.000 à 50.000 francs; 21 pour ceux compris entre 50.000 et 70.000 francs; 45,5 pour ceux de 70.000 à 100.000 francs et, enfin, à 98,7 pour les salariés bénéficiant des plus hauts salaires.

De telles constatations ne sauraient surprendre; cette thérapeutique reste trop coûteuse, même compte tenu des prestations servies, pour que les salariés modestes puissent supporter la charge qui resterait à leur compte. La situation financière des caisses excluant toute possibilité d'élever les prestations de l'espèce, on est conduit à se demander s'il ne serait pas plus conforme à l'esprit général de la législation de supprimer tout remboursement pour les cures, excepté dans les cas où, après enquête sociale, des remboursements plus proches des dépenses réelles seraient consentis aux seuls salariés dans le besoin.

Mais les frais de cure n'interviennent que pour une part relativement faible dans les différences constatées; il faut donc rechercher d'autres causes. Or, on trouve une variation importante dans le nombre des actes médicaux : pour une personne garantie par l'assurance du chef de famille,

leur nombre moyen passe de 1,7 pour les assurés les moins rémunérés à 2,8 pour les mieux rémunérés. Pour les neuf tranches de salaires considérées, les moyennes dans l'ordre des rémunérations croissantes sont, en effet, les suivantes :

1,6 - 1,7 - 1,9 - 2,4 - 2,6
2,9 - 2,6 - 2,8 - 2,8

En outre, le coût des prestations diffère suivant la nature des actes médicaux; les consultations ou visites de spécialistes sont dans un grand nombre de cas, et sans entente préalable, remboursées à un tarif supérieur à celui fixé pour la médecine générale. Mais, en raison de la fraction importante laissée pratiquement à la charge des assurés, seuls ceux disposant de ressources assez élevées y recourent habituellement. A l'inverse, les soins donnés dans les consultations externes des hôpitaux, dans les dispensaires ou à titre gratuit et dans des cas exceptionnels par le médecin d'entreprise sont plus fréquents chez les assurés ne disposant que de faibles revenus, encore que leur nombre demeure assez peu élevé par rapport à l'ensemble des actes médicaux.

Le premier élément surtout exerce une influence appréciable puisque dans l'ensemble des actes médicaux, la proportion des actes de spécialistes passe de 8 % environ pour les assurés qui gagnaient en janvier 1949 moins de 15.000 fr., à 10 % pour ceux dont le salaire allait de 15.000 à 30.000 fr.; 11 % pour ceux qui gagnaient de 30.000 à 40.000 fr.; 13 % environ pour ceux dont le salaire allait de 40.000 à 70.000 fr.; 16 %, enfin, pour ceux qui gagnaient plus de 70.000 francs.

L'évolution des frais pharmaceutiques suit d'assez près celle du nombre des actes médicaux, le coût moyen de l'ordonnance restant en effet, sensiblement le même.

Les soins dentaires aussi croissent au fur et à mesure que les assurés considérés reçoivent de plus hauts salaires et leur augmentation est encore plus accentuée qu'en ce qui concerne les frais médicaux et pharmaceutiques.

L'énorme progression que font ressortir les indications concernant les frais chirurgicaux ne peut être considérée isolément. Sans doute s'explique-t-elle partiellement par des interventions chirurgicales figurant à la nomenclature sous un coefficient inférieur à K 50 pour lesquelles un ticket modérateur reste à la charge de l'assuré, et que font pratiquer les assurés aisés, alors que les autres y renoncent. On constate, en effet, en feuilletant les fiches individuelles un grand nombre de remboursements de faible montant, sous la rubrique « Frais chirurgicaux ».

Mais la plus grande partie de la différence vient du fait que les prix de journée dans les établissements publics incluent des frais accessoires, alors que les conventions passées entre les cliniques chirurgicales privées et les caisses régionales prévoient souvent, pour

ces frais supplémentaires, des forfaits distincts imputés en frais chirurgicaux; ainsi pour un malade opéré à l'hôpital public, le prix de journée comprendra les frais de salle d'opération qui, le plus souvent, font l'objet d'un forfait spécial et sont portés en frais chirurgicaux lorsque l'intervention est faite dans une clinique privée.

La progression apparente est compensée, pour une large part, par la diminution des frais d'hospitalisation. Alors que les assurés les mieux payés recourent aux cliniques privées, les assurés touchant les salaires les plus bas fréquentent davantage l'hôpital public.

*

Si, aux divers échelons de la hiérarchie des salaires, on compare la situation d'assurés dont les charges de famille sont identiques, on constate que les écarts de la catégorie la moins favorisée à la plus favorisée tendent à s'atténuer à mesure que l'on considère des assurés ayant des charges de famille plus nombreuses.

Le coût moyen des frais médicaux et pharmaceutiques par assuré, en fonction du salaire et des charges de famille, évolue, en effet, dans les conditions suivantes :

SALAIRE de janvier 1949	Assurés sans enfant	Assurés ayant un enfant	Assurés ayant deux enfants	Assurés ay. trois et quatre enf. (1)
	FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES			
Inférieur à 15.000 francs.	1.342	3.325	3.994	4.506
De 15.000 à 22.000 fr....	1.814	4.062	4.480	5.951
De 22.000 à 40.000 fr....	2.662	4.444	5.879	6.470
De 40.000 à 70.000 fr....	3.368	5.634	6.665	9.416
Supérieur à 70.000 francs.	4.897	8.038	6.182	8.603

(1) Pour les familles de cinq enfants et plus, les progressions auraient été les suivantes : pour les frais médicaux et pharmaceutiques : 6.296, 6.518, 10.546, 6.411, 13.586 francs; pour les soins dentaires : 584, 1.365, 908, 1.301, 2.029 francs. Mais pour ces familles, le nombre des cas considérés est trop réduit pour donner leur pleine valeur aux résultats obtenus.

Ces tableaux permettent de constater que d'une catégorie à l'autre la progression du coût des prestations est beaucoup plus accentuée pour les salariés sans enfant, ou ayant un enfant, que pour les familles nombreuses.

La tendance à l'égalisation du coût des prestations, quel que soit le salaire de l'assuré, à mesure que l'on considère des familles plus nombreuses s'explique par plusieurs raisons :

1° La priorité donnée par les parents aux soins concernant leur enfant;

2° La différence des revenus est atténuée par l'existence de prestations familiales de taux constant;

3° Alors que le salarié marié sans enfant qui gagnait 15.000 fr. par mois en janvier 1949 était dans la gêne et que celui qui, à la même date, avait un salaire mensuel de 40.000 francs était dans une situation aisée, on peut considérer que l'un et l'autre, s'ils avaient eu la charge d'une famille de plus de cinq enfants, auraient

NOS PETITES ANNONCES

Demandes d'emploi

1668. — Cadre, 45 ans, rompu direction toutes branches commerciales, transit maritime, contentieux, comptabilité, recherche situation similaire ou autre, dans toutes régions. Très sérieuses références. S'adresser à M. TROUVAT Robert, 10, passage Saint-Yves, Nantes.

1669. — Conseil en organisation, spécialisé dans les questions de gestion des Services (étude des documents et de leur circulation) particulièrement : approvisionnement, planning et méthode comptable; recherche situation adjoint de direction; service organisation, Ordon. Secrétariat.

1670. — Chef atelier, bach. ès sciences, cons. A. et M., pratiquant couramment anglais, spécialiste mécanique auto et générale, outillage, serrurerie de précision, ayant assuré poste chef méthodes et chef maîtrise (classement et formation); recherche poste de commandement, chef atelier, chef méthodes.

1671. — H. 32 ans, ayant références, recherche situation représentant technique ou conducteur de travaux peinture sur tous ouvrages fer, charpentes et même bâtiment.

Offres d'emploi

1672. — Secrétaire de direction ayant sérieuses références et expérience, recherche poste similaire. Libre de suite.

1673. — Secrétaire de direction, ayant bonnes références, recherche poste similaire ou chef service commercial.

1674. — Ingénieur chimiste, Ecole de Ch. Ind. de Lyon, spécialiste analyses, métallurgie, électrochimie, libre de suite, recherche poste d'ingénieur chimiste.

1675. — Cadre ayant expérience et référ., sérieuses, ens. second et comm., conn. anglais, allemand, stén. dact., recherche poste service commercial ou administratif, inspections, ou secrétariats.

1676. — Excellent gérant cantine, très recommandé, cherche place similaire.

1677. — Chef comptable. Brevet com. etc. Possédant référ., cherche situation similaire.

1678. — Chef comptable. Brevet com. etc. Possédant référ., cherche situation similaire.

1223. — Belle situation offerte à géo. mètre conducteur de travaux, 20 à 30 ans, très actif, pour travaux. Ecrire à CADRES ET PROFESSION qui transmettra.

CADRES

C.F.T.C.

EDITION SPECIALE

26, rue Montholon
PARIS (9^e)

et PROFESSION

Organe de la Fédération des Ingénieurs et Cadres de l'Industrie et du Commerce

LA FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES INGÉNIEURS ET CADRES C.F.T.C.

- **CONSTATE**, après l'examen du projet de réforme fiscale adopté par l'Assemblée Nationale, qu'il ne tient pratiquement pas compte des propositions faites par les Cadres C. F. T. C. en vue d'aboutir à une plus grande équité fiscale.
- **ELLE AFFIRME** que, tant que le Gouvernement n'instaurera pas des dispositions permettant le contrôle des revenus réels des citoyens non salariés, le retour à l'impôt unique sur le revenu jouera au détriment des travailleurs salariés et des Cadres notamment, dont les revenus sont déclarés par des tiers.

LE GOUVERNEMENT DOIT :

- ou instaurer des dispositions de nature à contrôler tous les revenus réels des citoyens et des sociétés,
- ou changer de système.

Dans l'état actuel des choses et en vue d'atténuer pour les Cadres les effets injustes des discriminations et des privilèges maintenus,

La Fédération Générale des Ingénieurs et Cadres C. F. T. C.
considère comme indispensables les mesures suivantes :

- **non imposition de tout salaire inférieur au S. M. I. G., ainsi que du salaire unique.**
- **ELARGISSEMENT** des tranches d'imposition à leur niveau relatif de 1952.
- **SUPPRESSION** du décime devenu sans objet.
- **MAJORATION** de l'abattement destiné à compenser l'effet de la fraude.
- **LUTTE ÉNERGIQUE** contre la fraude fiscale.

IL FAUT AGIR

Notre Comité Directeur a décidé d'en appeler au Sénat et une nouvelle fois à M. GISCARD d'ESTAING, Secrétaire d'Etat aux Finances.

Mais notre action ne doit pas être une action d'état-major, vous devez y participer en intervenant fermement auprès des Sénateurs de votre circonscription ainsi que des Députés pour la seconde lecture.

////////////////////////////////////

INGÉNIEURS et CADRES, si vous voulez être efficaces sur le plan social et professionnel adhérez et faites adhérer à la FÉDÉRATION DES INGÉNIEURS ET CADRES C.F.T.C.